

**POUR VOUS
ABONNER:
647-3333**
Extérieur:
1-800-463-2362

LE SOLEIL

Nos Olympiades lotoques
Notre Beach Party
Notre Animation Golf
m CROFUN
666-6631

LUNDI 27 JUIN 1994

QUÉBEC, 98^e ANNÉE, NO 177
54 PAGES, 3 CAHIERS + 1 TABLOÏD

LIVRAISON À DOMICILE (7 JOURS) 3.50 TPS 024 TVQ 024 3.98

MONTREAL-OTTAWA 60c Plus TPS TVQ

50c Plus TPS TVQ

LE SPORT



6 1

Une défaite crève-coeur

Le lanceur Mark Gardner a fait mordre la poussière à 10 frappeurs des Expos et les Marlins leur ont infligé une défaite crève-coeur, hier. **S-3**

LA RÉGION



Les 100 ans de La Bolduc

Newport vient d'inaugurer le Musée commémoratif Mary-Travers, dite La Bolduc, née en 1894, à qui on vient de consacrer un timbre. **B-1**



Deschailons fête ses 250 ans

Deschailons-sur-Saint-Laurent naviguait entre le passé et le présent, hier, lors des grandes retrouvailles marquant son 250^e anniversaire de fondation. **A-3**

LE MONDE

Hébron: Israël et l'armée blanchis

Une commission d'enquête a reconnu Baruch Goldstein responsable du massacre de Hébron et a blanchi le gouvernement, l'armée. **A-9**

L'INDEX

Annonces classées	B-5 à B-10
Arts	B-3 et B-4
Automobiles	B-13 et B-14
Bridge	B-9
Décès	B-10 et B-11
Éditorial	A-10
Horoscope	B-9
Le Monde	A-9, A-11 et A-12
Louis-Guy Lemieux	B-2
Michel Vastel	A-10
Où aller à Québec	B-4
Québec et l'Est	B-1 et B-2
Une place au soleil	B-12

TABLOÏD SPORT	S-1 à S-13
Bandes dessinées	S-15
Ce soir à la télé	S-16
Mots croisés / Mot mystère	S-14

LA MÉTÉO

Éclaircies, probabilité d'averses le matin.
Maximum 25. **S-16**

Des coupes de 25% à Ottawa

□ Martin se prépare à sabrer

OTTAWA (PC) — Le ministre des Finances Paul Martin est sur le point d'exiger des coupes massives dans les dépenses du fédéral, selon le réseau de télévision CTV.

Les crédits de la plupart des ministères devront ainsi être réduits jusqu'à 25%.

Le journaliste de CTV n'a pas dit tenir ses informations d'une source gouvernementale ni indiqué d'où elles proviennent, mais il

a beaucoup insisté sur le fait que les ministères de l'Agriculture et des Transports notamment pourraient subir une compression de leur budget respectif de plus de 40%, au cours des cinq prochaines années.

Personne au bureau du ministre Martin n'était en mesure de commenter ces informations, hier.

Ces réductions de dépenses vont sérieusement compromettre le développement de l'industrie agricole et de tous les secteurs agro-alimentaires à travers le pays, — et pénaliser les consommateurs en bout de ligne —, selon un porte-parole de la Fédération canadienne de l'agriculture.

« C'est tout bonnement inac-

ceptable », de dire Sally Rutherford.

Deborah Grey, la présidente du caucus pour le Reform Party, a exprimé l'avis que les réductions de dépenses sont essentielles mais déplore « les tractations secrètes que mène le gouvernement », à ce propos, depuis quelques temps.

À Québec Cochers sous surveillance policière

QUÉBEC — On connaissait déjà les policiers à chevaux, la ville de Québec a aussi sa police des chevaux.

par VINCENT MARISSAL
LE SOLEIL

Durant toute la saison estivale, de mai à fin octobre, deux policiers en civil suivent à la trace les 30 calèches qui parcourent la ville et s'assurent que les cochers respectent les règlements municipaux.

À Québec, le travail des cochers est soumis à une réglementation stricte s'appliquant à la propreté des voies publiques, aux trajets touristiques, à la sollicitation, aux heures d'affaires ainsi qu'aux tarifs exigés aux touristes pour une balade en calèche.

Plaintes

Il est déjà arrivé que des résidents se plaignent du passage de calèches sur leur rue située en dehors du circuit touristique autorisé, indique Jean Minguy, de la police de Québec.

« Les deux policiers contrôlent également la vitesse des calèches et vérifient les « couches » que les cochers doivent mettre au cheval afin d'éviter de répandre des excréments sur la chaussée. »

De plus, les cochers ne peuvent prendre des passagers ailleurs qu'aux deux points d'embarquement assignés.

Ils ne peuvent non plus circuler au centre-ville avant 9 h, question de ne pas nuire à la circulation durant l'heure de pointe.

Les tarifs, fixés en fonction de la distance et du temps de la balade doivent aussi être respectés à la « cenne » près.

« Il ne faut pas que les cochers se surprennent si un agent en civil s'entretient avec les touristes après un tour en calèche pour savoir combien ils ont payé, combien de temps a duré la balade, explique Gilles Drolet, responsable de la sécurité du territoire à la police de Québec.

Permis annulé

« Quand on constate une infraction, il n'y a pas de pardon. Il n'est pas rare que les policiers sévisent. Nous avons déjà fait sauter le permis de certains cochers qui accumulaient les infractions », ajoute-t-il.

Malgré ces cas de mauvaise conduite à cheval et les quelques pommes de route malencontreusement échappées sur la chaussée, M. Drolet considère que Québec « a une bonne qualité de calèches et de cochers ».

Les deux policiers de la brigade-calèches surveillent également les activités des amateurs public et des artistes peintres de la rue du Trésor.

Ceux-ci doivent être munis d'un permis de la ville de Québec qui limite leurs activités à quelques endroits du secteur touristique.

La famine guette en Haïti



Alors que le président haïtien déchu Jean-Bertrand Aristide s'engage à amnistier tous les opposants à son régime, dès son éventuel retour au pouvoir, des milliers de nécessiteux, dont cette fillette, font la queue au centre de distribution de vivres de Raboteau, au nord de Port-au-Prince. L'organisation CARE qui administre ce centre nourrit 620 000 enfants chaque jour, soit 10% de la population haïtienne.

Texte en A-11

Bris mécanique 5 heures d'attente à la traverse de Tadoussac

QUÉBEC — Les touristes qui ont profité de la longue fin de semaine de la Saint-Jean-Baptiste pour faire une incursion sur la Côte-Nord ont déchanté sur le chemin du retour. L'attente pour prendre le traversier entre Tadoussac et Baie-Sainte-Catherine, hier après-midi, était de plus de trois heures. Et quand l'un des deux bateaux s'est brisé, sur l'heure du souper, les automobilistes ont dû se résigner à patienter cinq longues heures.

par MICHÈLE LAFERRIÈRE
LE SOLEIL

Les policiers de la Sûreté du Québec du poste de Tadoussac ont été débordés par le contrôle de la circulation et de l'humour des vacanciers. Il n'y a pas eu de grabuge, mais ça grognait fort, a fait savoir un porte-parole de la police.

Vers 17 h, le traversier « Armand-Imbeault » s'est brisé. L'hélice aurait heurté un rocher. Ne restait donc que le « Jos-Deschênes » pour faire la navette. De stressante, la situation est devenue catastrophique. Des policiers ont même suggéré aux plus impatients de faire un « léger » détour par Chicoutimi.

Troisième navire

« Ça fait deux ans qu'on ré-

clame aux politiciens du Québec un troisième traversier pour épauler les deux autres en cas de bris ou de grosse affluence, a déclaré Aimé Dufour, un hôtelier de Tadoussac. C'est dommage pour la Côte-Nord. L'exploitation forestière et les mines sont en déclin. On tente donc de vivre grâce au tourisme. »

Selon M. Dufour, il passe 4000 touristes par jour à Tadoussac, l'été, en période de pointe. « La chasse, la pêche, les excursions aux baleines attirent les gens chez nous, explique-t-il. Quand des incidents comme le bris du traversier se produisent, ça fait mal à notre région. »

« L'équipement se brise quand on l'utilise trop », conclut-il.

Casino de Charlevoix 9000 joueurs déjà!

POINTE-AU-PIC — Les dirigeants du casino de Charlevoix se frottent les mains d'aise. Hier, en fin d'après-midi, ils avaient dépassé les 9000 visiteurs, une performance qui les satisfait d'autant qu'il n'y a pas eu de cohue.

par DENIS GAUTHIER
collaboration spéciale

« Les seules files d'attente ont été observées samedi, de 21 h à 23 h et encore, il ne fallait qu'une dizaine de minutes avant d'accéder aux aires de jeux », mentionne le directeur-adjoint de l'établissement, M. Claude Harvey.

Dès l'ouverture, à 11 h 00, la maison de jeux se remplit et l'achalandage se maintient jusqu'à la fermeture. Une légère baisse sur l'heure du souper est observée mais ça repart de plus belle en début de soirée.

Le casino de Charlevoix a ouvert ses portes vendredi matin. Depuis, il n'est survenu aucune anicroche. La plupart des joueurs sont des touristes qui résident dans les hôtels du coin ou des gens qui ont fait spécialement le voyage à Pointe-au-Pic pour jouer. De dix à quinze pour cent de la clientèle serait composée de gens de la région.

« Il y a pratiquement toujours des machines à sous de libres. Il est

toutefois arrivé que toutes les places des tables soient occupées mais ça se libère assez rapidement », dit M. Harvey.

Les dirigeants de l'établissement sont satisfaits de l'achalandage de ces premiers jours d'opération mais refusent de tirer des conclusions.

Le maire de Pointe-au-Pic, M. Jean Lajoie, a surveillé la situation de près toute la fin de semaine, prêt à affronter toutes les situations. « Nous avons demandé à la Sûreté du Québec de se tenir prête au cas où il y aurait eu une hausse alarmante du trafic mais tout s'est déroulé dans l'ordre », confiait-il, hier. Les stationnements supplémentaires, aménagés au cours des dernières semaines, ont été suffisants et la circulation autour du Manoir Richelieu et du casino a été contrôlée toute la fin de semaine par des agents spéciaux. « Le casino répond aux attentes. Les moments angoissants de l'ouverture sont passés. Nous avons le plein contrôle de la situation », conclut M. Lajoie.

INSCRIPTION AUTOMNE 1994

Seulement
25 places
disponibles

**DIPLÔME D'ÉTUDES COLLÉGIALES EN
TECHNIQUES JURIDIQUES 310.03**

• **Diplôme d'études collégiales (DEC)
en techniques de bureau 412.02**

Début des cours : 29 août 1994

**LE COLLÈGE
BART**

Orienté vers l'avenir
depuis plus de 75 ans

INFORMEZ-VOUS

Sur nos stages rémunérés en
alternance travail-études

Demandez notre documentation détaillée!

522-3906

• Admissible aux prêts et bourses et au programme SPRINT
• Service d'aide au placement
• Soutien aux bénéficiaires d'assurance-chômage
• Enrichissement en français et en anglais disponible

751, côte d'Abraham, Québec (Québec) G1R 1A2

Michel Gagné arrêté en Estrie

ESTRIE — Recherché à la suite de deux vols avec violence survenus en une semaine à Québec et à East-Broughton, le récidiviste Michel Gagné a été surpris en plein sommeil vers 10 h hier par les policiers municipaux de Waterloo en Estrie, qui l'ont repéré, couché seul à bord d'un véhicule garé sur le bord d'une plage.

par ISABELLE JINCHEREAU
LE SOLEIL

L'homme de 27 ans, vraisemblablement non armé, dormait dans une Ford Tempo beige 1991, dérobée au couple d'octogénaires qu'il avait séquestré et volé mardi à Saint-Laurent, île d'Orléans. Gagné n'a opposé aucune résistance à son arrestation et a été transféré hier midi à la section des Crimes contre la personne du quartier général de la Sûreté du Québec à Québec pour être interrogé. Le véhicule suspect a été examiné de fond en comble. Considéré comme violent et dangereux, le fuyard devra répondre aujourd'hui, au palais de justice de Québec, d'une série de vols qualifiés et de vols d'autos. Gagné est aussi soup-



Michel Gagné a été surpris en plein sommeil dans la voiture qu'il avait volée à ses victimes de l'île.

conné d'avoir commis des agressions sexuelles en Estrie il y a plusieurs mois.

Mardi à Québec, le suspect avait monopolisé l'attention de toutes les forces policières en fuyant à bord du véhicule de Jean-Baptiste et Georgia Vaillancourt, un couple d'octogénaires de l'île d'Orléans qu'il avait menacé, ligoté et délesté d'une somme de 300 \$ et de bijoux. Les barrages policiers établis un peu partout et les recherches aériennes n'avaient rien donné.

Le 19 juin à East-Broughton, dans Frontenac, l'individu déguisé avait prétexté s'intéresser à une location de chambre pour surprendre une dame de 43 ans, domiciliée sur la rue Notre-Dame et qu'il avait attachée et volée avant de fuir au volant de son auto, une Mazda 323 grise. Cette automobile avait été retrouvée mardi dans l'entrée de la maison des Vaillancourt.

Les disparus du Saint-Laurent restent toujours introuvables

RIMOUSKI — Malgré une deuxième journée de recherches intensives, les deux hommes portés disparus samedi dans le fleuve Saint-Laurent au large de Rimouski demeurent introuvables.

par CARL THÉRIAULT
collaboration spéciale

Les chances de retrouver vivants Serge Rivet, 27 ans de Sainte-Luce près de Rimouski et un touriste français, Bruno Laurendin, âgé de 30 ans, deviennent de plus en plus minces même si les recherches continuent aujourd'hui.

Samedi vers 4 h, les deux adultes avaient quitté les berges de Sainte-Luce pour aller photographier le lever du soleil. Munis de gilets de sauvetage, ils avaient pris place dans un canot de cinq mètres.

Les alertes au nombre de six ou sept transmises au Centre de sauvetage maritime de la Garde côtière canadienne à Québec se sont révélées sans fondement, selon le coordonnateur du sauvetage, M. André Hovington.

Les équipes de recherche n'ont pas eu la tâche facile hier à cause de la brume et de la pluie qui sévissaient dans l'estuaire du Saint-Laurent avec des bourrasques de vent d'une trentaine de noeuds (60 km/h).

Le littoral sud (de Rimouski à Mitis) et nord (de Bersimis à l'est de Pointe-des-Monts) a été soumis à une inspection tant maritime, aérienne que routière.

Trois bateaux, deux hélicoptères et un avion de type Hercules

brise-glace Sir Wilfrid-Laurier devait patrouiller toute la nuit durant. Les policiers de la Sûreté du Québec ont aussi patrouillé les routes le long du littoral mais en

vain. Les experts du centre de sauvetage maritime feront le point en fin de journée sur l'opportunité de continuer le ratissage des deux rives.

O. J. Simpson dit avoir un alibi

Seul le test d'ADN prouvera ou non sa responsabilité

LOS ANGELES (AFP) — L'ancien joueur vedette de football américain accusé du meurtre de son ex-femme et d'un serveur de restaurant, O. J. Simpson, dispose d'un alibi pour la nuit du meurtre et ne plaidera pas la folie, a affirmé hier, un de ses avocats, F-Lee Bailey.

Selon ce dernier, qui s'exprimait sur la chaîne CNN, l'accusation est basée essentiellement sur la présence de traces de sang sur les lieux du crime mais seules des analyses d'ADN peuvent prouver sa responsabilité ou le mettre hors de cause.

O. J. Simpson a nié les accusations. Selon ses avocats, l'ancien joueur se trouvait à son domicile au moment des meurtres et non au domicile de son ex-femme.

Un autre de ses avocats, Me Shapiro, avait obtenu vendredi la dissolution d'un « grand jury » (chambre de mise en accusation), instruisant le dossier de O. J. Simpson, en soutenant que les 23 jurés avaient été influencés par les innombrables articles de presse et émissions télévisées consacrés à son client.

La prochaine étape judiciaire est la tenue, demain, d'une « audience préliminaire » devant un juge de Los Angeles qui devra déterminer si les preuves réunies



L'avocat Lee Bailey.

contre O. J. Simpson sont suffisantes pour le traduire en justice sous l'inculpation de double meurtre.

Sept pertes de vie sur les routes durant le congé national

MONTREAL (PC) — Au moins sept personnes ont perdu la vie de façon accidentelle au Québec, au cours du long congé de la Fête nationale, toutes sur la route.

Michel Sarrazin, 39 ans, de Dosquet, a péri dans un accident d'automobile survenu dans la nuit de samedi à hier sur le chemin Saint-Jean, à Bernières, dans la région de Québec. Il a perdu la maîtrise de son véhicule qui a capoté.

Steve Murat, 19 ans, de Milby, a perdu la vie samedi soir lorsque sa voiture est allée s'écraser contre un ponceau du chemin Saint-François, aux limites des territoires de Sherbrooke et de Lennoxville, après qu'il en eut perdu la maîtrise.

Christian Leblanc, 19 ans, de Princeville, a trouvé la mort samedi vers 19 h dans une collision survenue sur la route 263 Nord, à Princeville. Livreur pour le compte d'un restaurant de cette municipalité, l'automobiliste aurait considérablement ralenti son véhicule sur la voie publique, à la recherche de l'adresse où il devait effectuer sa livraison, avant qu'une voiture circulant dans la même direction n'emboutisse la sienne par l'arrière. À la suite de l'impact, la voiture de la victime a été

projetée sur la voie inverse pour être frappée de plein fouet par une autre automobile.

Vendredi vers 1 h, Christopher Young, 16 ans, de Brownsburg, et Matthew Stafchuck, 15 ans, de Saint-Colomban, sont décédés sur la montée Labranche, à Chatham, dans les Laurentides. L'accident a été le résultat de la perte de contrôle du véhicule dans lequel les deux adolescents se trouvaient, a fait savoir la Sûreté du Québec.

Marc-Olivier Bélanger, un garçon de huit ans domicilié à Saint-Pamphile, a trouvé la mort, vers 15 h jeudi, quand il a été renversé par une automobile alors qu'il roulait à vélo sur le rang double, à Saint-Pamphile.

Une fillette de 13 ans, Geneviève Baril, demeurant à L'Ange-Gardien, dans l'Outaouais, est décédée, jeudi vers 12 h 30, quand sa tête a violemment heurté le sol à la suite d'une chute à bicyclette. L'enfant dévalait une pente prononcée sise sur le chemin Lamarche, à L'Ange-Gardien.



La voiture de Michel Sarrazin, 39 ans, de Dosquet, qui a péri dans la nuit de samedi à dimanche, à Bernières.

184 bâtons de dynamite dans un grenier

BAIE-COMEAU — Un locataire d'un immeuble de Baie-Comeau qui voulait déménager des objets divers du grenier a découvert avec surprise, samedi matin, une caisse de dynamite qui se trouvait là depuis plusieurs années. Il a avisé vers 9 h les policiers de la sûreté municipale de Baie-Comeau qui ont fait appel, à leur tour, aux artificiers de la Sûreté du Québec et aux pompiers de la ville. Les locataires du 19, rue Père-Arnaud ont été évacués. Les artificiers ont saisi la caisse qui contenait 184 bâtons de dynamite puis les ont détruits. Les policiers enquêtent sur la provenance des explosifs.

Opération antiprostitution

QUÉBEC — Vingt-six clients et huit prostituées ont été arrêtés, la semaine dernière, dans le quartier Saint-Roch, dans le cadre d'opérations policières. Les clients comparaitront en cour municipale les 4 et 7 juillet. Des membres de la GRC se sont joints à leurs collègues de Québec afin de mettre un terme aux activités des vendeurs de stupéfiants du secteur. Sept d'entre eux ont été arrêtés et une « quantité appréciable » de drogues a été saisie.

Disparue mercredi Les proches de Mélanie Cabay gardent espoir

MONTREAL (PC) — Les proches de Mélanie Cabay, disparue il y a cinq jours à Montréal, gardaient hier espoir de la retrouver vivante, étendant même leurs recherches à l'échelle de la province.

Samedi, une trentaine d'amis de la jeune femme de 19 ans ont placardé des affiches avec sa photo dans le secteur du quartier Ahuntic où elle s'est volatilisée dans la nuit de mardi à mercredi, vers 1 h 30. Après avoir passé la soirée avec deux amis, Mélanie Cabay avait fait une halte chez l'un d'eux pour emprunter un chandail.

Hier, une quinzaine de proches ont élargi le périmètre et déposé des affiches dans d'autres secteurs, dont ceux du boulevard Saint-Laurent, de l'est et de l'ouest de l'île de Montréal.

Des amis de la mère de Mélanie, Mireille Bélisle, ont même fait circuler l'affiche en Estrie, dans les Laurentides, dans la région de Québec et en Abitibi.

Épuisée par l'angoisse, Mme Bélisle répondait patiemment aux questions, hier, dans un logement transformé en quartier général et d'où sont coordonnées les recherches.

Comme tous ceux et celles qui connaissent la jeune étudiante, sa mère continue de rejeter l'hypothèse d'une fugue et croit plutôt à un enlèvement.

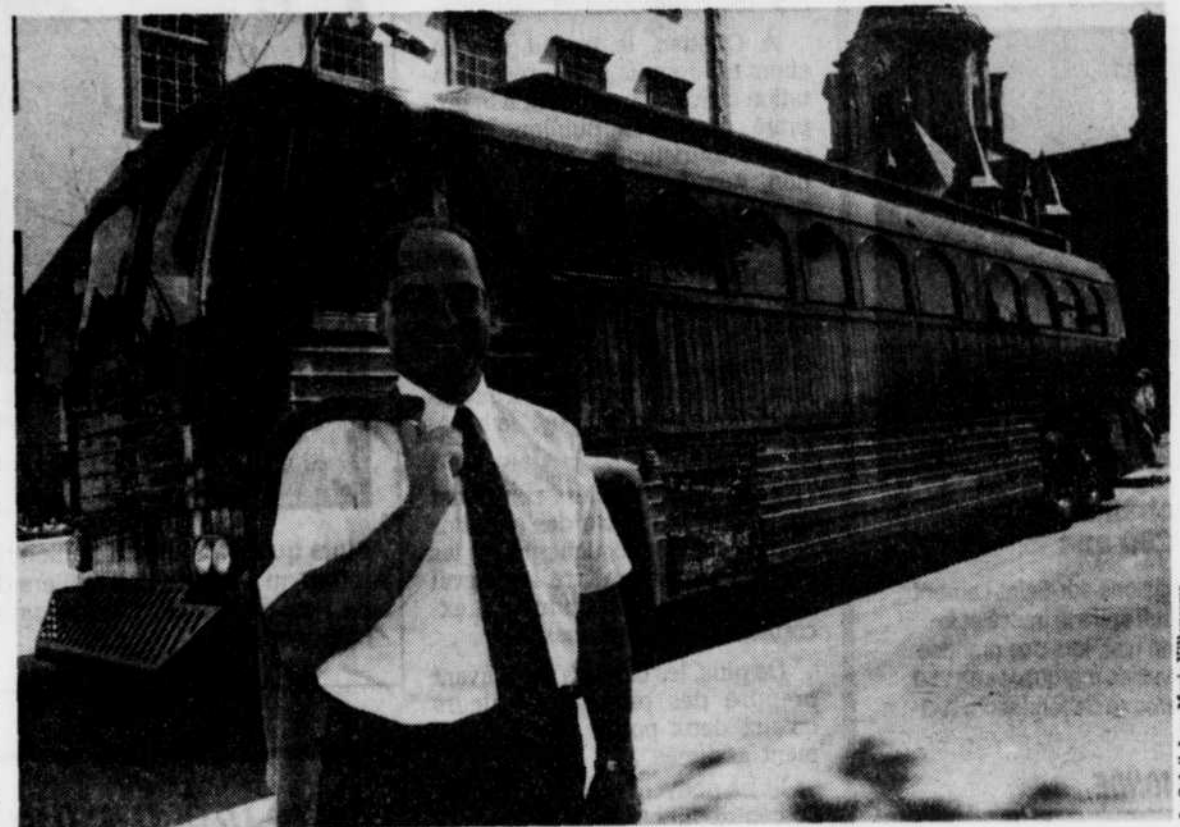
« Mélanie est avec quelqu'un, a-t-elle dit. Elle a peut-être rencontré quelqu'un qu'elle avait déjà vu. »

« Je fais appel au bon coeur de cette personne. Elle va comprendre qu'on aime Mélanie, qu'on a besoin d'elle et elle va la laisser partir. »

Au milieu du brouhaha, la meilleure amie de Mélanie, Judith Asselin, faisait une pose, après avoir assigné à chacun un territoire à couvrir. Sur le pas de la porte d'une des pièces, elle s'arrêtait, glissant : « Je commence à être découragée mais je garde espoir qu'elle soit encore en vie. »

Au sein du Service de police de la Communauté urbaine de Montréal (SPCUM), on refusait hier de spéculer au sujet de la disparition de Mélanie Cabay. « Tout ce que nous savons, c'est qu'elle est disparue. Nous faisons notre travail de recherche », a dit le sergent Marie-France Côté.

La côte charlevoisienne en trolley bus



Un nouveau service d'autobus permet de découvrir la côte charlevoisienne, entre Baie-Saint-Paul et le manoir Richelieu, à Pointe-au-Pic. Pour 20 \$ par personne, Trolley Vision de Charlevoix propose de laisser le souci de la conduite à d'autres et de profiter pleinement du paysage offert par la route 362 en bordure du fleuve entre Baie-Saint-Paul et La Malbaie, puis la 138 de La Malbaie jusqu'à Cap-à-l'Aigle. Des arrêts sont prévus à plusieurs endroits, comme au centre des expositions de Baie-Saint-Paul, la papeterie Saint-Gilles, la musée maritime et le domaine Forget.

Parution d'un livre sur les agresseurs d'enfants

TORONTO — Un chercheur soutient que 42 000 enfants sont agressés sexuellement chaque année au Canada.

Un père devait entraîner de force son garçon à la répétition de la chorale, ignorant que le maître de chœur agressait sexuellement son fils de neuf ans. « Je pensais qu'il faisait simplement une crise de rébellion », a raconté le père à Judy Steed, auteur du livre *Our Little Secret: Confronting Child Sexual Abuse in Canada* (Notre petit secret : savoir confronter les agresseurs d'enfants).

Il y a trois ans, le père a appelé Mme Steed, journaliste au Toronto Star, pour lui demander de rencontrer les parents des victimes du maître de chœur.

Ce sont les discussions suscitées par cette rencontre qui ont incité la journaliste à écrire le livre.

Son livre décrit les expériences horribles qu'ont vécues plusieurs familles. Mais ce qui est troublant, c'est que les parents ont refusé de croire, à plusieurs reprises, que quelqu'un qu'ils connaissaient pouvait commettre des crimes si odieux contre leurs enfants.

La pédophilie a fait les manchettes la semaine dernière lorsque le gouvernement fédéral a annoncé de nouveaux règlements qui forceront les agresseurs d'enfants à purger la totalité de leur peine derrière les barreaux. Le

Le tableau que brosse Mme Steed dans son livre est presque aussi horrible.

Elle raconte comment John Gallienne a séduit les parents aisés des choristes de la plus ancienne église anglicane de l'Ontario, St. George's Cathedral de Kingston. L'individu a exploité leur confiance pour se rapprocher de leurs garçons. Il réussissait parfois à s'éclipser des soirées pour se livrer à des attouchements sur les enfants alors qu'ils étaient au lit.

Select 42	6/49
tirage du 25-06-94	tirage du 25-06-94
9-15-25-33-37-41	9-14-21-26-27-35
(complémentaire)	(complémentaire)
7	38
mise-tôt	
14-17-26-39	
EXTRA	SUPER 7
223570	tirage du 24-06-94
	5-21-27-30-31-36-44
LA QUOTIDIENNE	(complémentaire)
tirage du 26-06-94	41
2-2-7	EXTRA
5-3-0-5	494836
	BANCO
	tirage du 26-06-94
	1-2-9-11-15-17-19-39-41-44-46-47-48-49-55-59-60-62-65-70

LA TROIS

LE SOLEIL



Léopold St-Onge et son épouse Fleurette Côté-St-Onge, en costumes d'époque, sont en quelque sorte les ambassadeurs des festivités du 250^e anniversaire de Deschailions. Ci-contre, le président du comité organisateur des fêtes du 250^e, Pierre Carrette.

Deschailions se paie un voyage dans le temps

DESCHAILIONS — La petite municipalité de Deschailions-sur-Saint-Laurent naviguait gaiement entre le passé et le présent, hier, lors de la fête des grandes retrouvailles organisée à l'occasion des festivités du 250^e anniversaire.

par VINCENT MARISSAL
LE SOLEIL

La grande tente dressée derrière l'église du village contenait environ 1100 personnes à l'heure du

lunch, soit autant que toute la population locale.

La très grande majorité des participants, plus de 800, sont venus de partout au Québec pour retrouver avec plaisir leur village natal et leurs voisins d'antan.

Poignées de main, échanges de souvenirs, dépouillement d'arbres généalogiques, l'heure était à la nostalgie dans cette municipalité située dans Lotbinière.

« Je revois aujourd'hui des gens que je n'ai pas vus depuis 35 ans, c'est très émouvant, commentait le président du comité organisateur des fêtes du 250^e, Pierre Carrette. Les gens qui fréquentaient dans le temps les cinq écoles de rang du coin et le couvent transformé en centre d'accueil se rencontrent après des années et se reconnaissent. »

Parmi la foule, circulaient des « Deschailionnais-depuis-toujours », costumés à la mode début du siècle. Ces « ambassadeurs » de Deschailions seront de la fête tout l'été. Ils préparent, entre autres activités, la visite en août des cousins français de Veurey-Voroize, ville jumelée à Deschailions.

Les religieux qui enseignaient à Deschailions ont retrouvé, bien des décennies plus tard, les élèves qui peuplaient leurs salles de cours.

La journée de fête a débuté par une messe célébrée à l'extérieur et en latin, comme par le passé. Pour cette célébration, l'évêque auxiliaire, Monseigneur Leclerc, était assisté des curés natifs de Deschailions ou qui ont servi dans la municipalité au fil des ans.

Avant la grande bouffe sous la tente, le comité organisateur avait concocté une autre spécialité d'autrefois : une grande vente à la criée, durant laquelle il s'est vendu pour plus de 3000 \$ de marchandise.

Deschailions-sur-Saint-Laurent, jadis prospère village vivant de sa briqueterie située en bordure du fleuve, a beaucoup souffert de la grande dépression de 1929. À l'époque, la crise a coupé la population des deux tiers, passant de 3000 à 1000, raconte Pierre Carrette.

situation qu'il y a 100 ans et demeure essentiellement un mouvement d'espoir.

Parlant des défis à relever pour les années qui viennent, Mme Pagé a d'abord signalé l'accès à l'égalité pour les femmes. Dans le but de s'imposer à elle-même ce qu'elle réclame des autres, la centrale se propose d'adopter durant le congrès son propre programme d'accès à l'égalité syndicale. Composée aux deux tiers de femmes, la centrale n'a cependant pas une représentation équivalente dans ses principales instances. Ainsi, au conseil exécutif, la représentation des femmes n'est que de 40 %.

Mme Pagé a aussi attiré l'attention des congressistes sur l'importance de préparer la relève syndicale. D'ici cinq ans, en effet, 40 % des enseignants en poste actuellement auront pris leur retraite.

Enfin, elle a incité les congressistes à s'engager avec « prudence et ouverture » dans deux dossiers d'actualité : la révision de l'organisation du travail et le débat sur la laïcisation de l'école publique.

Ouverture du congrès de la CEQ

Lorraine Pagé réclame la mise à la porte des libéraux

QUÉBEC — « C'est un gouvernement qui ne mérite qu'une chose : être sorti le plus rapidement possible », a déclaré, hier, la présidente de la Centrale de l'enseignement du Québec (CEQ), Lorraine Pagé, en faisant le bilan du gouvernement libéral de Robert Bourassa et de Daniel Johnson.

par VINCENT CLICHE
LE SOLEIL

Profitant d'une conférence de presse, quelques minutes avant l'ouverture du congrès de sa centrale syndicale, Mme Pagé n'a pas ménagé ses mots pour qualifier les actions du gouvernement actuel. « Ce parti-là, depuis neuf ans qu'il est au pouvoir, n'a fait que des dégâts. Les libéraux étaient supposés être des experts en économie, mais nous avons connu durant toutes ces années une situation économique désastreuse et une situation de l'emploi épouvantable. Sur le plan social, c'est encore plus dramatique : la pauvreté a augmenté et il y a eu des reculs sur à peu près toutes les questions », a estimé la présidente syndicale.

Si Mme Pagé souhaite la défaite prochaine du gouvernement Johnson, elle n'entend pas donner un appui indéfectible au

Parti québécois. « Nous nous souvenons de 1982 et des attaques effrayantes que le PQ a portées contre les employés du secteur public et du discours très méprisant qu'il a tenu à l'égard des enseignantes et des enseignants », a-t-elle dit.

Mais la présidente de la CEQ constate également que le programme du PQ est beaucoup plus à saveur social-démocrate, donc plus intéressant que celui du Parti libéral pour les travailleurs. « Et, enfin, c'est un parti qui soutient l'idée de l'indépendance nationale, une cause qui nous tient énormément à cœur à la CEQ », a-t-elle ajouté.

Un message d'espoir

Par ailleurs, malgré les temps difficiles, la présidente a livré un message d'espoir devant le millier de délégués au 34^e congrès régulier de la CEQ, qui se tient jusqu'à jeudi au Centre municipal des congrès. Pour Mme Pagé, le syndicalisme d'aujourd'hui se retrouve dans la même



Loterie vidéo: 1, 2, 3... c'est parti!

QUÉBEC — Un an après l'adoption de la loi accordant à Loto-Québec le contrôle exclusif du marché des vidéo-poker au Québec, la Société des loteries vidéo (SLVQ) est finalement prête à installer les premiers appareils de son réseau.

par VINCENT MARISSAL
LE SOLEIL

Des ententes sont intervenues ces derniers jours entre la SLVQ et une dizaine de bars de Montréal et des environs, dont le Bar des Attriums situé dans la Place Dupuis, l'hôtel Radisson-Gouverneur de la rue University et un hôtel de Mirabel, confirme Serge Carboneau, de la Régie des alcools, des courses et des jeux.

Les premiers bars retenus par la SLVQ recevront les nouveaux appareils de Loto-Québec aujourd'hui et demain. La Régie émettra les permis à ces exploitants en même temps. Les lignes téléphoniques ont été installées la semaine dernière.

L'ordinateur central, auquel seront reliés les 15 000 appareils que prévoit installer Loto-Québec, est prêt et a passé avec succès les premiers tests. Les sites pilotes où seront implantés les premiers maillons de la chaîne serviront à cet ordinateur central, le Big Brother de la loterie vidéo, qui emmagasine et comptabilise les gains, les pertes et tous les montants joués.

Dans un premier temps, l'implantation est limitée à Montréal et Mirabel, question de tester la transmission locale et interurbaine des données.

L'ordinateur central prendra lecture de l'activité des appareils dans la nuit du dimanche au lundi, puis, la SLVQ enverra un état de compte aux tenanciers le mardi. Les montants dus au gouvernement seront automatiquement prélevés dans le compte bancaire de l'établissement durant la nuit du mercredi.

Loto-Québec a convoqué ses premiers clients à des séances d'information et de formation la semaine dernière.

Selon M. Carboneau, le réseau se mettra rapidement en branle au cours des prochaines semaines. D'ici fin juillet, plus de 1500 appareils devraient ainsi être installés, soit environ 300 appareils par semaine, dans 500 à 600 bars dont la demande de permis d'exploitation a été approuvée.

Ces premiers bars serviront également de vitrine à Loto-Québec qui éprouve énormément de difficulté à convaincre les tenanciers de bars à se départir de leurs appareils — illégaux en vertu de la loi 84 — et rejoindre le réseau d'État.

Sur les 9000 formulaires de permis envoyés aux tenanciers de la province il y a trois mois, la Régie n'a reçu que 720 réponses, ce qui représente entre 2000 et 3000 appareils.

Les propriétaires de bars, de brasseries et de tavernes à qui sont destinés les appareils considèrent que le retour de 20 % offert par Loto-Québec n'est pas assez généreux. Le taux de retour sur les ventes se situe actuellement entre 50 et 70 %, selon les tenanciers.

Même le propriétaire du Bar des Attriums, René Charlebois, avoue se brancher au réseau à contre-cœur. « Le 20 %, ça ne fait pas mon affaire, mais je n'ai pas vraiment le choix », dit M. Charlebois. La loi, c'est la loi et j'aime mieux m'adapter tout de suite à ce qui s'en vient. »

La TPS non versée à l'État dépasse le milliard de dollars

OTTAWA (PC) — Pendant que Revenu Canada étend son champ d'action pour attraper les fraudeurs et les retardataires, le montant de TPS non versée au gouvernement dépasse maintenant le milliard de dollars.

En avril, le montant de la taxe sur les produits et services non versé au gouvernement a atteint 1,062 milliard \$, soit une hausse de 63 % sur les 650 millions \$ en comptes dus pour la précédente année financière.

Le Vérificateur général indiquait en janvier dernier que les arriérés sur la TPS perçue par les entreprises — mais qui n'était pas immédiatement transmise à Ottawa — pourraient atteindre entre 800 millions \$ et 900 millions \$ en mars de cette année.

Revenu Canada a également enregistré en avril une hausse du nombre de comptes de TPS impayés, soit 119 520, une augmentation de 13 %, comparativement à 106 000 l'an dernier, selon les chiffres obtenus par le quotidien Ottawa Citizen en vertu de la Loi d'accès à l'information.

Cet accroissement des statistiques s'explique en grande partie par l'amélioration du programme de perception de la TPS lancé par Revenu Canada en novembre dernier pour dépister les retardataires.

Résultats : le ministère a découvert quelque 679 millions \$ de nouveaux arriérés sur la TPS. De cette somme, 371 millions \$ ont été récupérés jusqu'à maintenant et Revenu Canada espère être en mesure de se faire payer une bonne partie des 308 millions \$ restants.

Entre-temps, un comité des Communes a recommandé l'imposition d'une taxe unique sur la plupart des biens et services afin de remplacer la TPS et les taxes provinciales.

L'objectif de l'harmonisation des taxes fédérale et provinciales n'est pas de percevoir plus d'argent, explique-t-on, mais d'améliorer l'efficacité du système.

Les Lumina et Monte Carlo 95 sont arrivées chez Marlin

Disponibles pour livraison immédiate

Venez en faire l'essai.

20 PICK-UP 1994 IDENTIQUES

2000 \$ comptant	1500 \$ comptant	1000 \$ comptant	Aucun comptant
289\$ par mois	304\$ par mois	319\$ par mois	349\$ par mois

35 mois seulement. 72 000 km prévus au bail. Taxes en sus.

Transport et préparation inclus

AVANT D'ACHETER, comparez les prix Marlin

MARLIN Geo Chevrolet Oldsmobile inc.

2145, boul. Charest Ouest, Québec 688-1212

c'est grandement accueillant!

2000 \$ comptant	1000 \$ comptant	Aucun comptant	500 \$ comptant
220\$ par mois	250\$ par mois	281\$ par mois	266\$ par mois

36 mois seulement. 72 000 km prévus au bail. Taxes en sus.

LA PRÉSENCE QUÉBÉCOISE À WASHINGTON

Bureau de tourisme du Québec: qu'une secrétaire et un conseiller passager

WASHINGTON — Le bureau de tourisme du gouvernement du Québec à Washington a un petit air tranquille ces temps-ci. Le poste de conseiller touristique a été aboli il y a huit mois. Il n'y a plus qu'une secrétaire à temps plein et un conseiller aux affaires nationales, basé à New York, qui vient passer quelques jours dans la capitale, chaque semaine.

Des spécialistes des relations canado-américaines estiment que le bureau fait du bon travail, compte tenu des limites qui sont imposées aux provinces.

« Il est important de remettre les choses dans leur contexte, dit le responsable du Centre des études canadiennes à l'Université Johns Hopkins, Charles Doran, sinon, vous en attendez trop. »

M. Alfred Hero, spécialiste des relations entre le Québec et les États-Unis, soutient que le Canada a convaincu les Américains de limiter leurs contacts avec des représentants des provinces, à moins qu'un représentant de l'ambassade canadienne ne soit présent.

Cette règle vise surtout le Québec, même si elle est présentée de façon générale. Le gouvernement du Parti québécois avait alors donné une vocation touristique au bureau qu'il a ouvert à Washington, en juillet 1978 et avait conclu une entente avec le Palais des

congrès de Montréal. Il s'agissait de défrayer conjointement le salaire du conseiller au tourisme chargé de travailler auprès des associations américaines pour les inviter à tenir leurs congrès à Montréal. Mais le Palais des congrès a décidé de se retirer de l'entente, jugeant qu'il n'était plus nécessaire d'avoir un représentant à plein temps.

Conseiller

Le poste de conseiller au tourisme a été aboli, mais pourrait renaître, indique un attaché politique du cabinet du ministre des Affaires internationales du Québec John Ciaccia.

Le Québec revoit cette question dans le cadre de la fusion des ministères du Tourisme et de l'Industrie et du Commerce et pour cette raison, n'a pas fermé le bureau de Washington. Si le poste de conseiller au tourisme devait réapparaître, on n'aura pas à repartir à zéro.

L'attaché politique, qui ne veut pas être identifié, insiste sur l'importance du travail qu'accomplissent la secrétaire et le conseiller aux affaires nationales.

Il fait valoir que ce dernier, John McKenna, suit de près des dossiers qui pourraient affecter le Québec, comme l'autoroute électronique et le Clean Air Act. « Son travail consiste à nous informer le plus justement possible et à nouer des contacts pour nous permettre d'avoir accès à ces gens-là. »

Pour les grands dossiers commerciaux, le Québec fait affaire avec une firme juridique de Wa-

shington. La secrétaire du bureau répond aux questions des gens qui désirent se rendre au Québec, et les locaux servent de point de chute lorsqu'un ministre québécois est de passage à Washington.

Bon arrangement

M. Joseph Jockel, le directeur du Projet Canada au Centre d'études stratégiques et internationales, affirme qu'il s'agit-là d'un bon arrangement. Compte tenu du climat actuel, l'élargissement du mandat du bureau causerait des tensions.

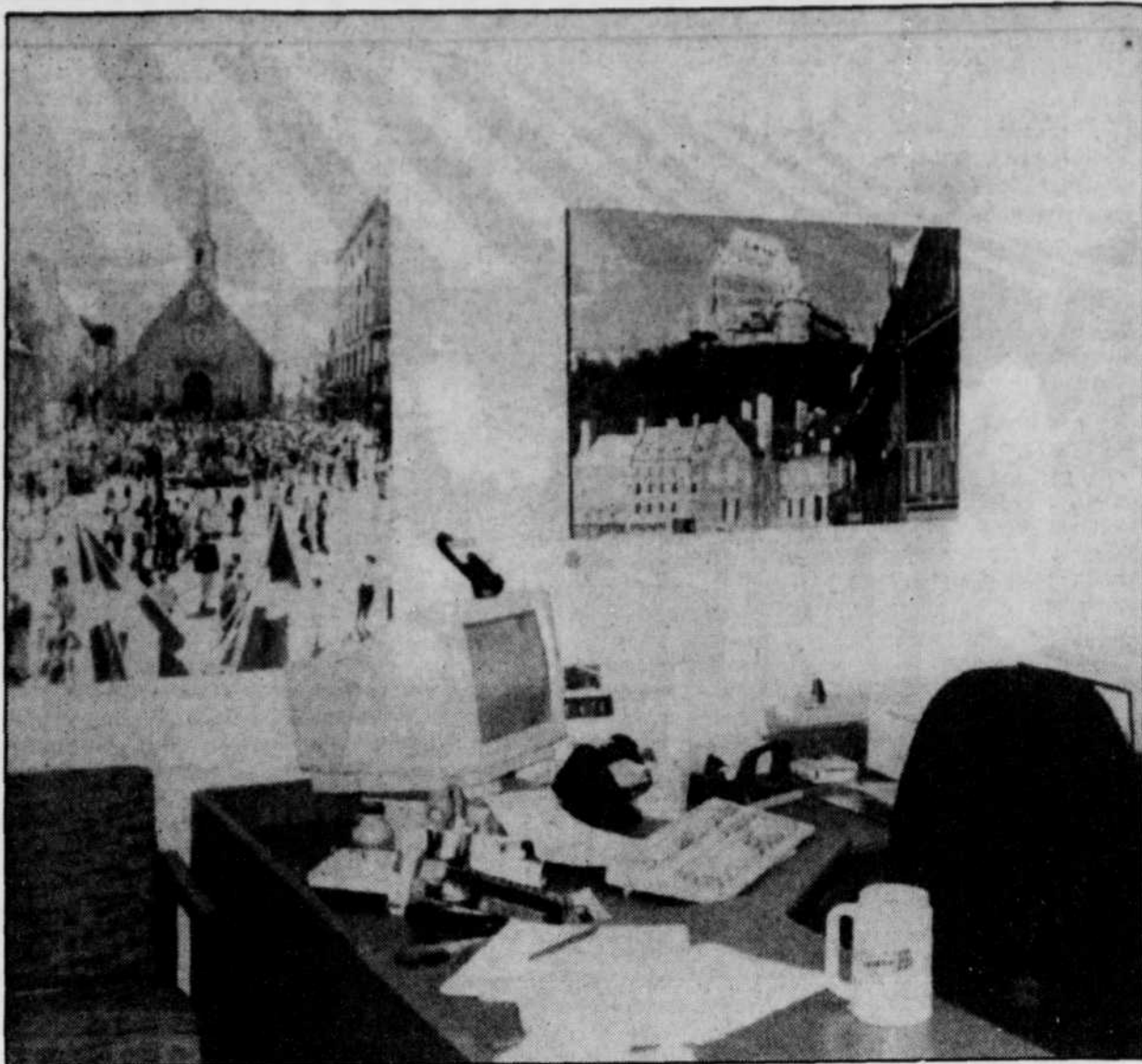
M. Doran observe que le tourisme constitue un facteur important de la balance commerciale du Québec et la délégation du Québec à New York peut s'occuper des questions politiques.

Le Parti québécois s'est montré prudent lorsqu'interrogé sur l'avenir du bureau de Washington sous un gouvernement péquiste.

« Fort probablement, nous allons revoir nos activités, mais cela demandera des discussions avec les autorités américaines », dit l'attachée de presse de Jacques Parizeau, Marie-Josée Gagnon.

M. Hero indique que le Québec et les États-Unis pourraient reserrer leurs contacts sans élargir le mandat du bureau de Washington. Tout simplement en rehaussant le profil du consul américain à Québec.

Il y a toutefois des Québécois à Washington qui voudraient voir le bureau du Québec prendre un petit peu plus de place.



On espère toujours voir réapparaître le conseiller, au bureau de tourisme du gouvernement du Québec, à Washington.

Côté culturel francophone, il y a surtout les Français

WASHINGTON - Que faire ce soir à Washington? Il faut écouter France Fréquence, à la radio, pour s'informer. S'il n'y a rien d'intéressant, on pourra toujours louer le dernier succès du cinéma français, ou un vieux Fernandel, au club vidéo Version française.

Jean Gabin, Louis de Funès, Belmondo, tout y est. Mais à part *Jésus de Montréal*, *Les Tisserands du pouvoir* et *Les Fous de Bassan*, il y a bien peu de films québécois.

La clientèle est surtout composée de Français, d'Américains désireux d'apprendre la langue et de professeurs, et tout ce beau monde a des difficultés avec l'accent québécois, explique Mme Sayada.

Mais le Québec joue un rôle important pour le club vidéo pour une autre raison : c'est au Canada que les Sayada essaient d'acheter la plupart de leurs films, parce que les systèmes sont différents en Amérique du Nord, en Europe et en France. Il faut transcoder les vidéos importés d'Europe, alors que ceux qui viennent du Canada le sont déjà.

La radio

On n'entend pas souvent l'accent québécois sur les ondes de France Fréquence, une radio qui reprend le bulletin de nouvelles de Radio France Internationale, et présente sa propre programmation deux heures, en fin d'après-midi. C'est le bébé de René Mariotti, un industriel français venu aux États-Unis il y a neuf ans qui est resté pour que ses petits-enfants conservent leur français.

Il assume seul les frais d'antenne soit 500 \$ US par jour mais ne détesterait pas collaborer avec d'autres francophones. Les Canadiens pourraient louer un bloc de 15 ou de 30 minutes qui s'accrocherait à la programmation. Et l'ambassadeur du Canada Raymond Chrétien se montre ouvert.

« Si nous pouvons établir ensemble une façon de collaborer, de coopérer, il me ferait grand plaisir de le faire », a-t-il déclaré lors d'une entrevue sur les ondes de France Fréquence.

L'ambassade du Canada s'est donné un programme culturel, mais il est essentiellement anglophone. « Mon but est de faire connaître notre culture aux Américains et de faire la promotion du Canada par les arts, explique le conseiller culturel de l'ambassade, Curtis Barlow. Comme le public que je vise est américain, la majorité de ce que je fais est en anglais. »

Textes de MARIE TISON de la Presse canadienne

Par comparaison, le Ciné-Club de l'ambassade de France présente des films en français à toutes les deux semaines. L'ambassade reçoit régulièrement dans ses locaux le Comité tricolore, un ensemble d'associations de langue française qui vont de l'Association des anciens combattants à La Joyeuse Boule, laquelle regroupe les pétanqueurs passionnés de la région.

Club Vidéo

Donna et Remy Sayada ont installé leur club vidéo Version française à Bethesda, une banlieue de Washington. En France, les Sayada faisaient de la distribution de films américains. À Washington depuis deux ans, ils font l'inverse et distribuent des films français et ont ouvert Version française.

et Pascal Caron, des étudiants, sont surpris par le nombre de personnes qui parlent français dans leur milieu.

« On peut parler français, mais pas québécois, précise Christian Nadeau qui étudie à l'école des études internationales de l'Université Johns Hopkins. Les Américains qui parlent le français l'ont appris en France ou avec des professeurs français et ont des préjugés énormes face au français du Québec. »

Venu à Washington parce que le programme de Johns Hopkins l'intéressait et qu'il voulait élargir ses horizons, il a trouvé l'adaptation difficile.

« La ville se situe entre Bogota, pour la violence, et Johannesburg, pour le racisme », a-t-il déploré.

Pascal Caron, qui termine un programme d'ingénierie en protection des incendies à l'Université du Maryland, dit qu'il ne faut pas exagérer le problème de la violence. « Notre maison de campagne au Québec, à Saint-Joachim de Shefford, a été dévalisée cinq fois. Ici, il ne m'est rien arrivé en quatre ans. »

Il a quand même trouvé l'adaptation difficile, surtout en raison de son anglais un peu limité au départ. Son amie, venue le rejoindre, n'a pas pu résister plus de quelques mois.

« Les États-Unis, c'est près et c'est loin à la fois », a-t-il déclaré. Mais une fois adapté, il semble qu'il soit difficile de quitter la région.

Entre Bogota et Johannesburg

Washington, c'est à la fois proche et en même temps, loin du Québec

WASHINGTON - Lorsque, par hasard, Daniel Viens a rencontré un autre Québécois dans le métro de Washington, ils ont lié conversation, puis se sont liés d'amitié.

Il y aurait près de 100 000 francophones dans la région de la capitale américaine, mais bien peu sont Québécois.

L'ambassade canadienne ne compte qu'une cinquantaine de Canadiens francophones sur environ 290 employés. Il y a également une soixantaine de professionnels québécois qui travaillent dans les organisations internationales basées à Washington, une douzaine d'étudiants québécois dans les universités de la région, un petit nombre de Québécois qui travaillent dans le secteur privé, et quelques dizaines de militaires.

Les autres francophones sont Français, bien sûr, mais aussi Suisses, Belges ou Africains.

Après avoir vécu en Algérie, au Mali et à Brossard, Daniel Viens et sa famille ont déménagé à Rockville, en banlieue de Washington, il y a sept ans, pour permettre à M. Viens d'occuper un poste de spécialiste en éducation à la Banque mondiale.

La famille conserve des liens avec le Québec : ils s'y rendent environ deux fois par année et des amis leur envoient de la musique et des cassettes vidéo des séries télévisées comme *Cormoran*, *Scoop* ou *La petite vie*.



Christian Nadeau : un Washington parfois très agréable.

Danielle, âgée de 15 ans, dit qu'elle écoute surtout de la musique américaine, mais qu'elle aime quand même écouter Richard Desjardins et Marie Carmen. Et, elle s'ennuie de la poutine...

Le français

Avec sa sœur Claudia, âgée de 13 ans, elle va à l'école publique anglaise, mais doit parler français à la maison. « Lorsque les parents partent, nous revenons à l'anglais », admet Danielle.

« Nous perdons notre français à Washington », déplore un autre Québécois employé par le Fonds monétaire international.

Michel D'Aoust, originaire de Buckingham, déménagé dans la région il y a six mois seulement avec sa femme, une Canadienne anglaise, et leurs trois enfants, travaillait auparavant à Ottawa, un milieu à 70 % francophone.

Il indique que si l'adaptation se

fait facilement, il lui manque des informations sur la politique canadienne, une denrée relativement rare dans la capitale américaine.

Dans le secteur privé, Gerry Prevaille n'a pas souvent la chance de pratiquer le français qu'il a appris à l'école, à Montréal. « Il n'y a qu'une personne dans mon groupe qui parle français. Elle vient du Liban. »

Après avoir passé près de 10 ans à Toronto, il est déménagé avec sa famille dans la région de Washington, pour occuper un poste chez Molson. Il travaille maintenant pour Newbridge Networks, une entreprise de télécommunications d'Ottawa.

« Chaque fois que je rentre à Montréal pour voir mes parents, ça me prend deux ou trois jours pour me remettre au français. »

Etudiants

De leur côté, Christian Nadeau

RÉSULTATS		GAGNANTS		LOTS	
6/6	1	5 000 000,00 \$	5/6+	12	67 728,20 \$
5/6	424	1 533,40 \$	4/6	22 578	55,20 \$
3/6	416 181	10,00 \$	3/6	416 181	10,00 \$
Ventes totales:		21 289 033,00 \$	Prochain gros lot (approx.): 2 200 000,00 \$		
Prochain tirage:		94-06-29			

Extra.		NUMÉROS		LOTS	
223570	100 000 \$	1	2	9	11
23570	1 000 \$	17	19	39	41
3570	250 \$	46	47	48	49
570	50 \$	59	60	62	65
70	10 \$				
0	2 \$				

Tirage du 94-06-25

Prochain tirage: 94-06-27

TVA, le réseau des tirages de Loto-Québec

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

CRTC Avis public **Canada**

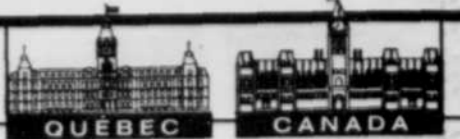
Avis public CRTC 1994-86. Le CRTC a été saisi des demandes suivantes: 4. PRINCEVILLE, QC. Demande (940396500) présentée par VIDEOTRON LITEE, 300, av. Viger E., 6e étage, Montréal, QC H3X 3W4, pour l'entreprise de câble desservant Princeville, afin d'effectuer les modifications suivantes: en supprimant la tête de ligne locale, en raccourcissant l'entreprise à la tête de ligne de Victoriaville et en ajoutant les trois têtes de ligne éloignées de Pie IX/Rosemont, Villa Maria ainsi que le Mont Saint-Gregoire, QC, en modifiant la licence de radiodiffusion afin d'être autorisée à distribuer six services reçus par micro-ondes, au service de base. La titulaire propose parallèlement de cesser WXYZ-TV (ABC), WTVS (PBS), WDIV (NBC) et WJBK-TV (CBS) Detroit (Michigan), reçus par satellite de la CANCOM, au service de base et en modifiant la licence afin d'être relevée de l'obligation de distribuer CKTM-TV (SRC) Trois-Rivières, QC. La titulaire propose de distribuer CRSH-TV (SRC) Sherbrooke, QC. EXAMEN DE LA DEMANDE: Hôtel de ville, 50, rue St-Jacques O., Princeville, QC. Le texte complet de cette demande est disponible en communiquant avec la salle d'examen du CRTC, Édifice central, Les Terrasses de la Chaudière, 1, promenade du Portage, Pièce 201, Hull, QC J8X 4B1, (819) 997-2429; et au bureau régional du CRTC à Montréal, Place Montréal Trust, 1800, av. McGill College, bureau 1920, Montréal, QC H3A 3J6 (514) 283-6607. Les interventions écrites doivent parvenir au Secrétaire général, CRTC, Ottawa (Ont.) K1A 0N2 et prouver qu'une copie conforme a été envoyée à la requérante le ou avant le 15 juillet 1994. Pour de plus amples renseignements sur le processus d'intervention, vous pouvez communiquer avec les Affaires publiques du CRTC à Hull au (819) 997-0313, télécopieur (819) 994-0218.

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes Canadian Radio-television and Telecommunications Commission



Didier Rousselet a installé son théâtre Le Néon à Arlington. Arrivé aux États-Unis en 1986 pour un contrat d'enseignement, il a voulu poursuivre une carrière théâtrale qu'il avait initiée à Paris. Il ne fait pas encore ses frais, mais ses spectacles attirent des spectateurs et ses acteurs sont des Français, des Suisses, des Belges. L'an passé, la Québécoise Alexandra Hubert a surpris avec un monologue en pur...québécois.

LA POLITIQUE



Irrégularités au ministère fédéral de l'Environnement De quoi faire verdier le contribuable

OTTAWA — Les auteurs d'une vérification interne effectuée pour le compte du gouvernement estiment que les contribuables canadiens deviendraient verts s'ils connaissaient la façon dont le ministère fédéral de l'Environnement a accordé des contrats de services.

par KIRK LAPOINTE
de la Presse canadienne

Le rapport, daté de juillet 1993, a découvert que le ministère a pris au cours des années des risques financiers inutiles qui ne protégeaient pas suffisamment la Couronne lors de l'octroi de contrats de sous-traitance.

L'équipe de vérificateurs, qui a examiné les 218 millions \$ de contrats versés en 1991, indique que les critiques du public auraient été fondées. Quelque 30 % des contrats contenaient à la politique du gouvernement d'une

ou plusieurs façons.

En résumé : « La vérification a découvert des preuves significatives de non-respect de la politique du Conseil du Trésor qui exige prudence, probité, concurrence et impartialité dans l'adjudication des contrats gouvernementaux ».

Le rapport de 41 pages, obtenu en vertu de la Loi d'accès à l'information, suggère que des millions de dollars n'ont pas été comptabilisés correctement et sont possiblement perdus dans le processus. On craint que le Plan vert fédéral, qui prévoit l'octroi de nombreux contrats, puisse être victime d'abus importants.

Le ministère réplique qu'il a corrigé un grand nombre des problèmes soulevés. Mais les vérificateurs suggèrent qu'il n'existe pas de solution instantanée, surtout en l'absence des systèmes de base pour organiser le traitement des contrats.

Figurent au nombre des problèmes :

- un trop grand nombre de contrats dépassant les limites autorisées étaient émis sans compétition ni justification adéquate;
- le feu vert était donné verbalement aux fournisseurs et le travail débutait avant même la signature des contrats;
- les paiements étaient versés et les services acceptés alors que les responsables n'avaient pas en mains les contrats pour vérifier les

coûts et la description du travail à accomplir;

- des bons de commandes étaient utilisés pour l'obtention de services, une infraction à la politique;

- lorsque les coûts croissaient, les contrats étaient fractionnés afin de respecter les limites de dépenses autorisées.

Les enquêteurs ont également découvert que les évaluations post-contractuelles étaient rarement réalisées. Il n'existait aucune norme pour évaluer la performance et il y avait une réticence générale à noter les commentaires négatifs portant sur n'importe quel sous-traitant.

Les vérificateurs fournissent des exemples concrets.

Dans un cas, un bureau du mi-

nistère s'est vu demander de ratifier un contrat de relations publiques de 75 000 \$, après la réalisation du travail et l'émission d'une facture.

Dans un autre cas, une entreprise de communications a obtenu un contrat de trois mois valant 25 000 \$ sans appel d'offres. Le mois suivant, une modification visant à augmenter le contrat de 50 000 \$ a été déposée. La demande a d'abord été approuvée, puis rejetée, parce qu'elle n'était pas suffisamment justifiée.

Un mois plus tard, une hausse de 100 000 \$ a été demandée. Comme ce montant dépassait la limite du ministère, le contrat a été fractionné : la somme de 50 000 \$ a été ajoutée au contrat original et le reste inclus dans une autre entente.



André Vallerand

Vallerand ne revient pas

QUÉBEC (PC) — Le ministre provincial du Revenu André Vallerand a annoncé hier qu'il ne présenterait pas sa candidature lors des prochaines élections, gonflant du même coup une longue liste de libéraux dont les noms ne se retrouveront pas sur les bulletins de vote lors de ce scrutin.

M. Vallerand est le 15e membre du cabinet du premier ministre Daniel Johnson à annoncer son retrait de la politique. En outre, plus de la moitié du caucus libéral de 1992 ne sera pas de la prochaine campagne électorale. La date du scrutin n'a pas encore été annoncée.

Les cinq mois du gouvernement Chrétien Plusieurs surprises pour l'électeur

OTTAWA (PC) — « J'ai l'équipe et j'ai le programme », a martelé le premier ministre Jean Chrétien tout au long de la dernière campagne électorale.

par MANON CORNELLIER
de la Presse canadienne

Après plus de cinq mois de travaux parlementaires, il a en partie prouvé son point. Mais il a aussi montré qu'il avait des surprises en réserve pour les électeurs.

La première surprise était de taille. Il s'agit de l'importante réforme des programmes de sécurité sociale qui ne figurait pas sur la liste des promesses contenues dans le fameux Livre rouge, la bible des libéraux fédéraux.

Depuis son annonce, le projet piétine et les retards se multiplient. Conférence ministérielle reportée, audiences publiques en suspens, documents inexistant, la liste est longue.

Pilotée par le ministre des Ressources humaines Lloyd Axworthy, un ardent défenseur d'un gouvernement central fort, la réforme s'est frappée éeurtée à la résistance des provinces et aux divisions du cabinet.

L'autre surprise fut le premier budget du ministre des Finances Paul Martin avec ses restrictions sévères imposées aux chômeurs et la fermeture du Collège militaire royal de Saint-Jean.

Autre sujet d'étonnement : la mise en vigueur de l'Accord de libre-échange nord-américain

sans avoir obtenu les changements souhaités.

Les accords parallèles sur l'environnement et sur les normes du travail sont demeurés inchangés. Le chapitre sur l'énergie n'a pas été modifié. Quant aux négociations sur les subventions et les mesures anti-dumping, elles ont simplement reprises comme l'avait prévu l'ancien gouvernement.

M. Chrétien ne voit pas les choses de cette façon. Il préfère insister sur les sondages favorables, la satisfaction de la majorité de la population et, surtout, sur les promesses tenues.

Il avait offert aux Canadiens un gouvernement sans histoire. A ce chapitre, il peut se vanter de n'avoir connu aucun scandale ou gaffe majeure.

Et puis, comme promis, il a mis fin au contrat d'achat des hélicoptères militaires et au projet de privatisation de l'aéroport Pearson, à Toronto.

Il a réduit les budgets ministériels et la taille du cabinet, mis en branle des révisions importantes des politiques extérieures et de défense, lancé son programme d'investissements dans les infrastructures et son Programme jeunesse.

Pour le moment, toutefois, aucune réforme fondamentale n'a été réalisée. Des changements ont été apportés à la loi sur les jeunes contrevenants, au code d'éthique des parlementaires et à la loi sur l'enregistrement des lobbyistes. On a aussi nommé un conseiller en éthique. Mais dans chaque cas, on est allé moins loin que ne laissait entendre le Livre rouge.

En fait, l'automne pourrait être plus mouvementé car les gros morceaux restent à venir : réforme sociale, transformation de la TPS, débat sur l'euthanasie, négociation d'accords sur l'autono-

mie gouvernementale des autochtones, tenue du forum sur la santé.

De plus, la flambée des taux d'intérêts des dernières semaines pourrait hanter le gouvernement car le ministre des Finances doit déposer un exposé économique et entreprendre sa première consultation prébudgétaire en septembre.

Une autre promesse de M. Chrétien pourrait être remise en cause : celle de ne pas parler de constitution. Le premier ministre répète sans cesse qu'il n'y a qu'une façon de convaincre les Québécois à demeurer au sein de la fédération, soit offrir un bon gouvernement intègre et responsable.

Cette thèse pourrait ne plus suffir si, comme le prédisent les sondages, le Parti québécois est porté au pouvoir à Québec. Ottawa n'aura pas d'autre choix que de se préparer à la tenue d'un référendum sur la souveraineté, estimant tous les partis d'opposition.

Ces derniers sont d'ailleurs très critiques du gouvernement, qualifiant ses premiers mois d'échec cuisant.

Le chef du Bloc Québécois Lucien Bouchard soutient que le gouvernement a échoué sur le front économique et il condamne ce qu'il appelle une lutte contre le déficit sur le dos des chômeurs et des programmes sociaux.

Dumont est confirmé candidat

RIVIÈRE-DU-LOUP — Six jours après l'annonce de sa candidature dans le comté de Rivière-du-Loup, le chef de l'Action démocratique du Québec, Mario Dumont, s'est vu officiellement confirmé comme candidat de son parti dans ce comté lors de la prochaine élection. Quelque 200 militants ont pris part, hier matin, à son assemblée d'investiture.

Dans son allocution, M. Dumont a insisté sur le volet économique du programme de l'ADQ. La régionalisation des pouvoirs en matière de développement, une stratégie d'exportation et le redressement des finances publiques ont occupé une large part de son discours.



A la mémoire des vétérans de Corée

L'ambassadeur de la Corée du Sud au Canada, Shin Kee-Bock, salue à sa façon le major Ralph DeCoste du Royal Canadian Engineers, un vétéran de la guerre de Corée, au cours d'une brève inspection des rangs du bataillon qui a eu lieu au Cenotaphe d'Ottawa, hier.

Guillotine péquiste

QUÉBEC — À quelques semaines d'un scrutin général et de la possibilité de l'arrivée d'un nouveau parti au pouvoir, les rumeurs circulent déjà au sujet des hauts fonctionnaires qui pourraient être « victimes » du départ des libéraux et de l'arrivée des péquistes. Selon Le Courrier Parlementaire, un magazine d'information gouvernementale édité par Denis Massicotte, des têtes pourraient tomber, à commencer par le secrétaire général du Conseil exécutif, Benoît Morin. Parmi les sous-ministres, les noms de Renaud Caron, Florent Gagné, Clermont Gignac, Michelle Courchesne, François Geoffrin et André Trudeau feraient partie de la « hit list », selon le newsmagazine. Des sous-ministres adjoints écoperaient aussi, dont Denis Ricard, Normand Bolduc et Johanne Bergeron, de même que des secrétaires associés au Conseil exécutif, notamment Ronald Poupard, France Boucher, Jean-Louis Bazin, André Dufour et André Maltais.

VERRES * ET MONTURE
(* simple vision plastique)
TOUT COMPRIS
99\$
Qualité supérieure

en présentant ce coupon
Grand choix de montures dans la collection Citation Kids et Topaz 1994

NOUVEAU EXAMEN du lundi au samedi par un optométriste

En présentant ce coupon, recevez la collection Citation Kids et Topaz à prix incroyable. Ce bon n'est valable avec aucune autre offre.

ST-LAURENT & WAGNER OPTICIENS

Carrefour La Perle
3440, Quatre-Bourgeois
Sainte-Foy
653-0191
3641, rue du Campanile
Sainte-Foy
854-1251
Valable jusqu'au
31 juillet 1994

50%
de rabais
sur tous les vêtements de saison.
(Sont exclus de cette vente les maillots de bain, sous-vêtements, uniformes scolaires et accessoires).

clément
626-0006

Québec Ste-Foy Lévis St-Georges Chicoutimi
Rivière-du-Loup Arthabaska Drummondville
Trois-Rivières Sherbrooke Brossard Montréal
Rosamère Repentigny Rimouski

NE PERDEZ PAS LA
Les meilleurs prix en ville!

SUPPORTS À VÉLOS
• 5 portes, pas d'attente
• Vente et réparation de remorques de toutes les dimensions
• Freins électriques
• Refroidisseur de transmission

ATTACHE-REMORQUE DE LA CAPITALE INC.
445, rue Curie, angle Dalton
parc Colbert, Sainte-Foy (par autoroute Charest)
659-4245

2000\$ DE RABAIS*
sur toutes nos 626 CRONOS neuves en inventaire

* Cette offre se termine le 4 juillet 1994.

LE MEILLEUR PRIX POUR UNE MAZDA À QUÉBEC

Mazda Chatel
SIMPLEMENT LES MEILLEURS!

mazda 4601, boul. Des Galeries, Québec
JE ME SENS BIEN. 627-4601

Grande vague d'économies!

Cet été, plus que jamais, le plus important réseau de concessionnaires au Québec vous offre un maximum de valeur à un prix minimum.



Une vedette de la durabilité avec ses panneaux de polymère

Pontiac Trans Sport SE 1994

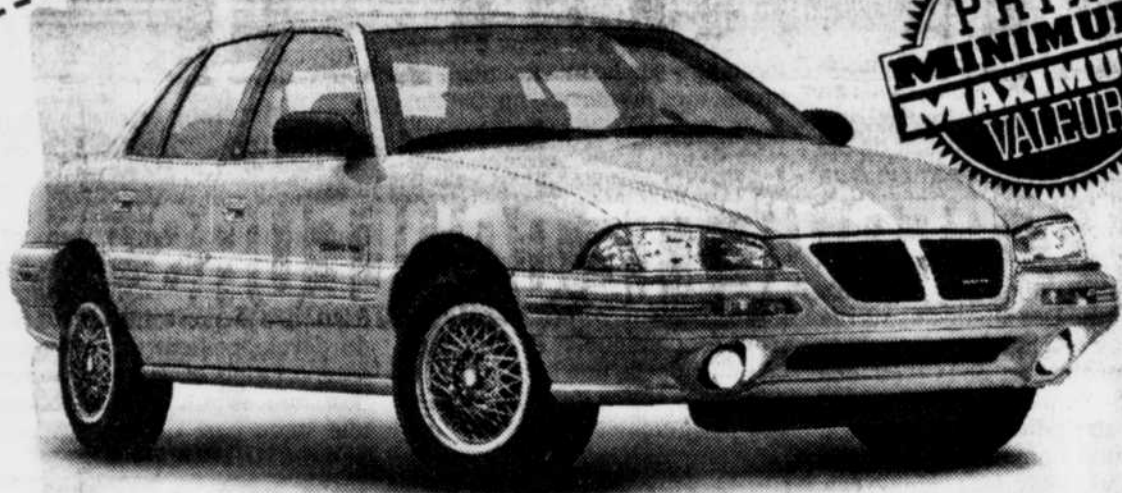
18 994\$*



- * Moteur V6
- * Freins antiblocage (ABS) aux 4 roues
- * Panneaux de carrosserie en polymère antichocs et antirouille
- * Sac gonflable côté conducteur
- * Extérieur redessiné
- * Climatiseur
- * 7 sièges baquets indépendants

- * Radiocassette AM-FM stéréo, 4 haut-parleurs
- * Poutrelles de sécurité dans les portières
- * Système de chauffage à l'arrière à contrôle indépendant
- * Chauffe-moteur
- * Phares antibrouillard
- * Moulures de bas de caisse

La préférée des passionnés de la route



Pontiac Grand AM SE 4 portes 1994

16 994\$*

- * Moteur V6 de 3,1 L de 160 chevaux
- * Boîte automatique 4 vitesses avec surmultipliée
- * Freins antiblocage (ABS) aux 4 roues
- * Sac gonflable côté conducteur
- * Climatiseur
- * Régulateur de vitesse
- * Lève-glaces électrique
- * Miroirs électriques
- * Radiocassette AM-FM stéréo
- * Verrouillage électrique des portes
- * Pneus radiaux quatre saisons de 15"

Elegance et performance à prix abordable

Pontiac Grand Prix SE 4 portes 1994

19 794\$*



- * Moteur V6 de 3,1 litres de 160 chevaux
- * Sacs gonflables côtés conducteur et passager
- * Boîte automatique électronique 4 vitesses à surmultipliée
- * Climatiseur à commande électronique
- * Radiocassette AM-FM stéréo à inversion automatique
- * Freins antiblocage (ABS) aux 4 roues
- * Panneaux de carrosserie en acier galvanisé
- * Freins à disque aux 4 roues

- * Système antivol PASS-Key II
- * Sièges baquets inclinables
- * Régulateur de vitesse
- * Verrouillage électrique des portes
- * Lève-glaces et rétroviseurs électriques
- * Enjoliveurs boulonnés de 15"
- * Phares antibrouillard

GENERAL MOTORS
GARANTIE
TOTAL
JANS/40 000 km - SANS FRANCHISE



Assistance
ROUTIÈRE



Les vraies bonnes affaires, c'est chez nous!

Offres d'une durée limitée réservées aux particuliers, s'appliquant aux véhicules neufs 1994 en stock comportant les équipements décrits ci-dessus. Photos à titre indicatif seulement. Les prix des concessionnaires peuvent varier. *Préparation incluse. Taxes et transport en sus. **Selon la première éventualité. †L'Assistance routière est offerte sur les modèles GM 1994. Durée: 3 ans ou 80 000 km selon la première éventualité. Voyez votre concessionnaire pour tous les détails.

Lutte contre le smog

Programme paralysé dans un brouillard politique

OTTAWA — Le programme fédéral-provincial visant à lutter contre le smog est paralysé dans une impasse politique.

par DENNIS BUECKERT
de la Presse canadienne

Le plan pour contrôler le smog, annoncé en 1990 après des années de consultations, a été retourné aux chercheurs sans tambour ni trompette pour une « révision importante ».

Personne ne veut admettre que le programme est mort, mais les embûches politiques se sont avérées plus grandes que prévu.

Aucune province n'a rempli la première exigence importante : la signature d'un accord avec Ottawa portant sur les objectifs de ré-

duction des polluants qui causent le smog.

« Nous faisons face à beaucoup de résistance de la part des provinces », a indiqué Kathleen Hedley, une scientifique du ministère fédéral de l'Environnement.

Les provinces soutiennent qu'il est facile pour Ottawa de leur demander de passer à l'action alors que la majorité des coûts devra être défrayée par les provinces. Les dépenses des cinq premières années du programme sont évaluées à 500 millions \$.

Ce sont les provinces qui doivent déboursier le gros de l'argent pour démarrer le programme, a

précisé Hu Wallis, du ministère de l'Environnement de la Colombie-Britannique.

Les provinces hésitent à s'engager parce que le fédéral propose bien peu de choses de son côté, a-t-il ajouté.

Les coûts comprennent entre autres des crédits pour faire appliquer les normes sur les émissions polluantes des voitures et réduire la pollution de certaines industries.

Le programme prévoit aussi qu'Ottawa amorcera des négociations avec les États-Unis en vue de réduire le smog qui provient du sud de la frontière.

La ministre de l'Environnement, Sheila Copps, a déclaré qu'elle se propose de soulever le

dossier du smog lors de sa visite à Washington en juillet.

« Évidemment, si nous voulons réaliser nos engagements (...) nous avons besoin d'une entente substantielle avec les États-Unis parce qu'une grande quantité de leurs émissions polluantes viennent chez nous par les Grands Lacs et vice-versa. »

Il est généralement admis que le smog du sud ontarien ne peut être réduit à des niveaux acceptables sans la coopération des États-

Unis. Or, le Canada et les États-Unis ne s'entendent pas encore sur le niveau de smog nocif pour la santé.

La limite canadienne est de 82 parties par milliard d'ozone terrestre, un mélange qui endommage les poumons et qui est considéré comme l'élément le plus dangereux du smog. La norme américaine est de 120 parties par milliard.

De plus, la science progresse

rapidement. Une étude récente suggère que les macroparticules en suspension dans l'air représentent un plus grave problème que l'ozone.

Toutefois, personne ne nie que le smog soit malsain pour la santé. Récemment, une étude portant sur la pollution atmosphérique dans le sud de l'Ontario a démontré que les cas de problèmes respiratoires augmentent de 24 à 50 % les jours où le smog est le plus dense.

Plan fédéral sur la réforme sociale

Report à la fin juillet pour discussion

(PC) OTTAWA — La réforme sociale lancée en janvier par le ministre du Développement des ressources humaines Loyd Axworthy devait se faire en douceur, rapidement et sans complication.

par HUGUETTE YOUNG
de la Presse canadienne

Mais rien n'a fonctionné comme prévu.

De l'avis de la ministre des Services à la famille du Manitoba, Bonnie Mitchelson, « l'échéancier préliminaire était trop serré. La preuve, c'est qu'ils ont passablement ralenti », a-t-elle indiqué la semaine dernière au cours d'un entretien téléphonique.

Mercredi dernier, le gouvernement de Jean Chrétien a repoussé la date finale pour le dépôt des recommandations du Comité du développement des ressources humaines au 16 décembre. A l'origine, M. Axworthy comptait déposer un projet de loi pour encadrer les nouvelles réformes avant la fin de l'année. Mais cet échéancier ne tient plus.

En effet, le plan d'action fédéral qui doit exposer les options de réforme, serait maintenant prévu pour la fin juillet. Il ne serait plus cependant qu'un simple document de discussion, signalent certaines sources journalistiques.

Les premiers signes du dérapage du projet fédéral ont commencé à se manifester quelques semaines avant la rencontre des ministres de la Sécurité du revenu prévue pour le 18 avril à Ottawa. Deux semaines avant la date prévue du dépôt du plan d'action fédéral, les provinces n'avaient rien à se mettre sous la dent.

Devant les menaces de boycottage des provinces, cette conférence fut annulée.

Depuis lors, le plan d'action fédéral est resté lettre morte. Non seulement Ottawa s'est-elle mis les provinces à dos, mais les discussions achoppent même, semble-t-il, au niveau du conseil des ministres.

« Je pense qu'ils ont de la difficulté à se faire une idée au sein du conseil des ministres mais j'espère que les divergences de vues sont saines, reconnaît le ministre des Services communautaires de la Nouvelle-Ecosse, le Dr. Jim Smith. Je serais beaucoup plus inquiet si tout passait rapidement au sein du conseil des ministres. Ce serait un signe que tout est coulé dans le béton. »

Pour ressusciter les discussions, le ministre Axworthy a entrepris la semaine dernière une série de consultations bilatérales avec les provinces. Mais les premières rencontres ne semblent pas avoir porté fruit.

« Ce fut une rencontre très préliminaire... Nous n'avons rien vu

■ Décès de Charles O'Brien

GASPÉ — Le doyen du conseil municipal de Gaspé, Charles O'Brien, est décédé en soirée samedi, peu de temps après son admission à l'Hôtel-Dieu de Gaspé, à l'âge de 69 ans. Il combattait un cancer du poumon depuis quelques années. Il avait reçu une plaque de la Fédération des Caisses populaires Desjardins l'an passé pour souligner ses 40 ans de vie municipale. Avant le regroupement d'une dizaine de municipalités pour former le grand Gaspé en 1970, M. O'Brien, un vendeur d'automobiles maintenant à la retraite, avait été maire du village de Haldimand et représentait ce quartier depuis la fusion.

sur papier », a précisé une porte-parole de la ministre québécoise de la Sécurité du revenu Violette Trépanier.

Les provinces ont fait une mise au point au cours d'une conférence à Halifax le 15 juin. Bien qu'elles entérinent le principe de la réforme des programmes de sécurité sociale comme l'assurance-chômage et l'aide sociale, elles veulent être consultées avant qu'il ne soit trop tard.

« Nous voulons être informés avant les ministres des Finances et avant le public. Nous voulons y mettre notre grain de sel », a avancé M. Smith...

« Si le gouvernement fédéral divulgue trop de détails publique-

ment, les provinces claqueront la porte en se disant que l'affaire est scellée. »

Selon M. Smith, avec l'esprit fiscal bien ancré à Ottawa, les provinces ont peur que le gouvernement fédéral ne leur demande de faire davantage avec moins de ressources. Or, ce sont aux provinces d'identifier les secteurs prioritaires, a-t-il fait valoir.

En Nouvelle-Ecosse, par exemple, le gouvernement a mis un projet de réforme en branle pour le 1er avril 1995. Mais on craint que de vastes compressions budgétaires au niveau de l'aide sociale ne viennent alourdir le déficit provincial. « Cela pourrait ruiner nos projets de contrôle du déficit », a ajouté M. Smith.



Vainqueurs de la course des dragons

TORONTO — Les membres de l'équipe de l'Hôpital du Mont Sinaï ont remporté hier la course des bateaux dragons qui se déroulait à Toronto. La victoire a été célébrée bruyamment.

ÉPARGNEZ JUSQU'À 38 %

LA SERVIETTE COULEURS
TROPICALES

4.99

bain rég. 8.00

des couleurs éclatantes pour des serviettes emballantes cet été. 25" x 50" de ratine absorbante pour vous envelopper de douceur à la piscine, à la plage, au chalet ou à la maison. choix de vert caraïbe, bleu lagon, rose flamant, corail, pourpre, bisque. main 3.99, débarbouillette 2.99



la maison
simons

PLACE STE-FOY

GALERIES DE LA CAPITALE

VIEUX QUÉBEC

De retour de l'ex-Yougoslavie

Des militaires sont porteurs de la tuberculose

SHERBROOKE (PC) — Près d'une quarantaine de militaires canadiens ayant servi en ex-Yougoslavie dans le cadre de la mission de paix des Nations unies sont dernièrement rentrés au pays porteurs de la bactérie de la tuberculose, ont confirmé différentes sources des Forces armées canadiennes.

Les 37 soldats, pour la plupart cantonnés à la base de Valcartier, près de Québec, ont bien été contaminés au cours de leur séjour en ex-Yougoslavie, où l'incidence de cette maladie est apparemment encore élevée.

La bactérie a été détectée chez ces militaires au cours d'un exa-

men de routine effectué à leur retour en terre canadienne. Les militaires canadiens sont tous soumis, avant et après leur séjour en ex-Yougoslavie, au test PPD de détection de la tuberculose, a indiqué une omnipratricienne au service des Forces armées, le capitaine Christine Simard.

« Pour la tuberculose, a-t-elle

expliqué, il n'y a aucun vaccin préventif. Autrefois, on avait le BCG avec des scarifications dans le dos mais il a été abandonné. Lorsque le test s'avère positif pour la tuberculose, les soldats sont soumis à une médication, appelée INH, pendant six à neuf mois, parfois 12. »

Le capitaine Simard a indiqué que le médicament est administré aux patients de façon à prévenir le développement de la maladie, dont la forme la plus fréquente est une infection des poumons. Toutefois, a-t-elle précisé, l'efficacité

du traitement se situe entre 65 et 98 % et les personnes atteintes conservent la bactérie toute leur vie.

« On ne peut garantir le médicament à 100 %, a-t-elle ajouté. C'est aussi très ennuyeux pour les personnes en traitement car ce médicament est transformé au niveau du foie. Les gens ne doivent donc pas consommer d'alcool, certains pendant un an. »

Le directeur du service santé au quartier général de la Défense nationale à Ottawa, le major Rudi

Nowak, a confirmé que 37 cas ont jusqu'ici été décelés et qu'ils sont tous sous observation. Toutefois, aucun des soldats porteurs de la bactérie n'a jusqu'à maintenant développé la maladie, a-t-il précisé.

S'ils ne reçoivent aucun vaccin contre la tuberculose avant leur départ pour l'ex-Yougoslavie, les militaires canadiens sont immunisés contre l'hépatite A et une forme d'encéphalite transmise par une tique.

La bactérie de la tuberculose se

transmet par les micro-gouttelettes de la salive quand le contact entre les individus est étroit, a expliqué le Dr Simard. Toutefois, les personnes atteintes ne sont contagieuses que lorsque la maladie est active. Dans pareil cas, elles sont placées en isolement afin de parer à toute épidémie.

Au Canada, la tuberculose a été presque totalement éliminée au tournant des années 50. Plus récemment, la tuberculose est réapparue, notamment chez les personnes atteintes du sida.

Le cuisinier de Chrétien logé gratis

TORONTO (PC) - Le chef-cuisinier de Jean Chrétien loge gratuitement dans une maison située à un jet de pierre de la résidence du premier ministre, au 24 Sussex Drive, indiquent des documents fédéraux.

Jose Moniz, qui gagne entre 52 000 \$ et 58 000 \$ par année, vit dans une maison historique de sept chambres à coucher construite en 1868 et rénovée plus d'un demi-siècle plus tard, révèle le Toronto Star.

« Cet appartement avec vue sur Governor's Bay et la rivière des Outaouais en fait un lieu extrêmement attrayant », selon les documents fournis par la Commission de la capitale nationale.

La Loi sur les résidences officielles prévoit que le chauffeur du premier ministre peut être logé gratuitement.

Mais la législation ne mentionne aucunement que ce privilège s'applique également au chef, fait remarquer le quotidien.

« C'est formidable de travailler pour lui », a dit M. Moniz à propos du premier ministre.

M. Moniz est l'ancien chef du prestigieux restaurant Le Café, du Centre national des arts à Ottawa.

Cette nomination lui a permis de vendre sa maison pour la somme de 102 000 \$, en février dernier.

Le conseil veut que la population s'intéresse à l'autoroute électronique

OTTAWA (PC) — Le conseil consultatif fédéral sur l'autoroute de l'information veut rejoindre tous les Canadiens par l'électronique.

Les 30 membres du conseil ruminent des idées, comme tenir des forums sur la chaîne de télévision parlementaire, participer à des émissions de radio, encourager la discussion parmi les utilisateurs des bulletins électroniques.

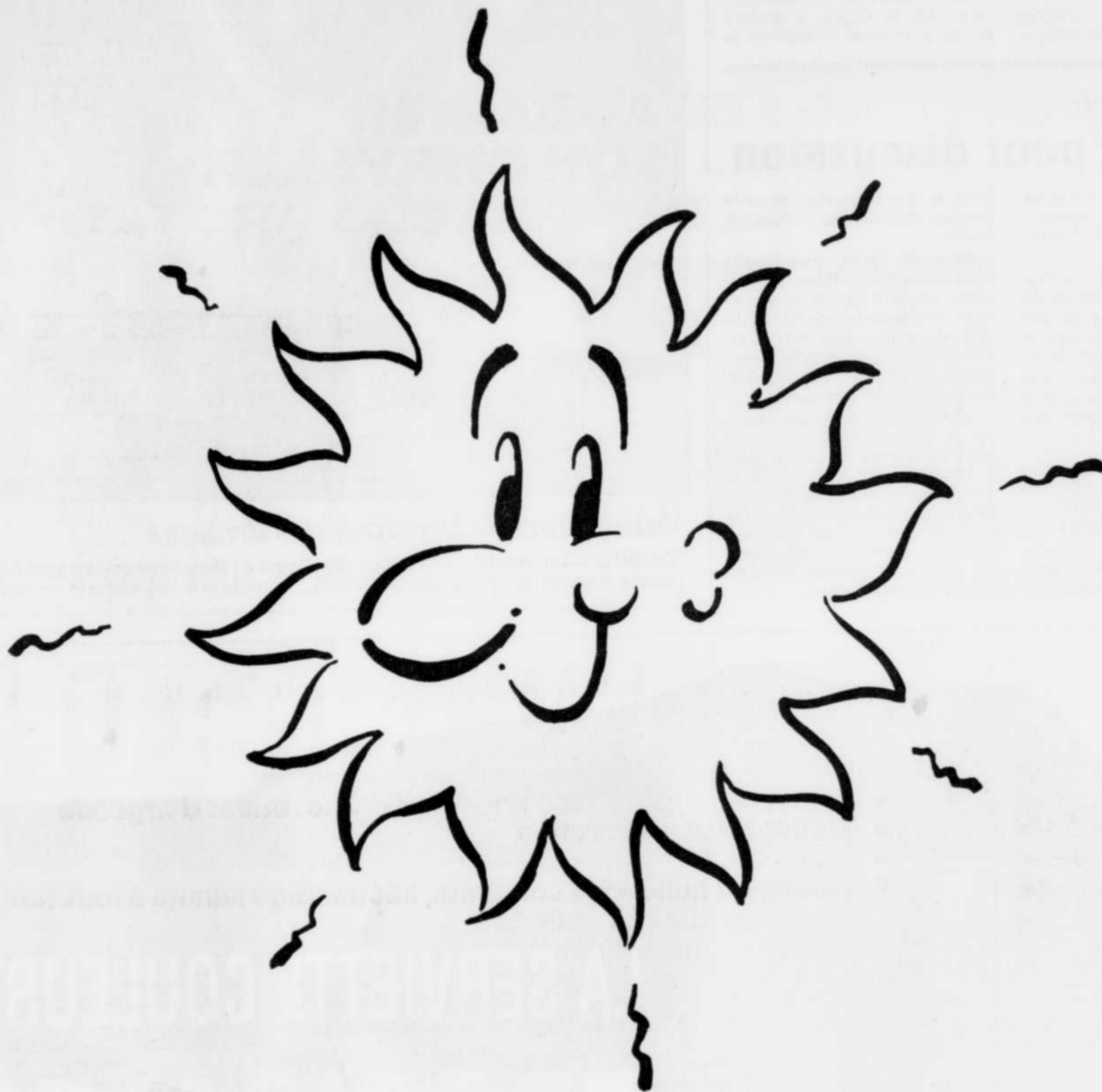
« Le conseil a besoin d'une stratégie globale de communications, lit-on dans le procès-verbal de la réunion tenue à la mi-juin, et qui a été publié vendredi. Il existe un besoin de maintenir la visibilité des activités du conseil pour stimuler l'engagement et la participation du public dans le processus. »

Le printemps dernier, le gouvernement a nommé des représentants des milieux des affaires, de la consommation et de la recherche pour aider le fédéral à établir les plans de ce qu'il est maintenant convenu d'appeler l'autoroute de l'information.

À cette époque, certaines personnes ont exprimé la crainte que le conseil oeuvre dans un certain isolement, avec peu de participation du public.

Ottawa planifie en prévision du jour où tous les Canadiens seront en mesure de se transmettre électroniquement du texte, des images ou du son.

Les membres du conseil se sont divisés en cinq comités, pour se pencher sur l'accès et les impacts sociaux, le contenu canadien et la culture, la recherche et le développement, l'éducation et la formation.



Climatiseur gratuit

199\$
par mois, crédit-bail de 48 mois
ou seulement
12 490\$

30,3°C, à l'ombre. Ouf! Le soleil plombe, le mercure grimpe et les grillons craquentent à l'unisson. Plus rien ne bouge, sauf la Sentra DLX 1994, fraîche comme une rose dans la grande marmite de l'été. Béni soit son climatiseur gratuit.

À l'intérieur, derrière les vitres closes, le temps est au beau fixe. Normal : avec son moteur 16 soupapes et 110 chevaux, ses freins à disque à l'avant et sa suspension indépendante aux 4 roues, la Sentra DLX allie puissance, sécurité et confort.

Et ce n'est pas tout. Il y a

encore plus rafraîchissant : son prix, très... tempéré.

Passer faire l'essai de la Sentra DLX 1994 chez votre très sympathique concessionnaire Nissan. Faites vite : l'air est gratuit pour un temps limité. Bon vent!



La Sentra DLX 1994

Votre sympathique concessionnaire **NISSAN**

Les gens avisés lisent toujours les petits caractères et bouclent leur ceinture de sécurité. *Taxes en sus. Bail de 48 mois pour une Sentra DLX 4 portes, modèle de base avec transmission manuelle. Versement initial de 1 665 \$ requis ou échange équivalent; taxes, transport et préparation en sus. Un dépôt de sécurité remboursable de 300 \$ est exigé à la livraison du véhicule avec le premier paiement mensuel. Limite de 96 000 km. Frais de 0,07 \$ du kilomètre excédentaire. Sujet à l'approbation du crédit par NCFI. **PPDS pour une Sentra DLX, modèle de base avec transmission manuelle. Taxes, transport et préparation en sus. Climatiseur gratuit ou rabais équivalent. Pour tous les détails, voyez votre concessionnaire Nissan participant ou composez le 1 800 387-0122 (entre 8 h et 19 h HE).

LE MONDE



Massacre d'Hébron: Israël et l'armée blanchis

JERUSALEM (AFP, Reuter) — Une commission d'enquête israélienne a fait porter, hier, l'entière responsabilité du massacre de 29 Palestiniens, le 25 février à Hébron, sur le colon Baruch Goldstein et a blanchi le gouvernement, l'armée et les autres colons.

« Les preuves qui nous ont été présentées indiquent que (Goldstein) a agi seul », dit la commission dans son rapport de 338 pages remis au gouvernement.

« On ne nous a pas présenté de preuve crédible qu'il ait été aidé pendant ou avant la tuerie par quelqu'un d'autre agissant comme complice, ni de preuve qu'il avait des partenaires secrets », ajoute-t-elle.

Plusieurs témoins palestiniens avaient affirmé que Goldstein n'était pas seul quand il a tué une trentaine de fidèles arabes qui priaient dans la mosquée Ibrahim (Abraham en hébreu) du Caveau des Patriarches, le 25 février dernier.

La commission, mise en place par le gouvernement israélien deux jours après le massacre, critique sévèrement les lacunes du dispositif de sécurité israélien à la mosquée, où plusieurs gardes n'étaient pas à leurs postes quand Goldstein a commencé à tirer aveuglément sur les Palestiniens.

Mais elle ne propose aucune sanction contre des responsables politiques ou militaires.

« L'image que nous retirons (de la discipline des forces israéliennes) se révèle totalement insatisfaisante en général et dans ce cas particulier », dit le rapport.

La commission fait une série de recommandations à la suite de ce

massacre, qui a entraîné de violentes manifestations de Palestiniens et la suspension, pendant un mois environ, des pourparlers de paix entre Israël et l'OLP.

« Je ne crois pas que l'acte commis à la mosquée de Hébron était un acte individuel. Le gouvernement israélien et la politique d'implantation (juive dans les territoires occupés) sont entièrement responsables de ce crime odieux », a commenté Saeb Erekat, membre de l'Autorité palestinienne autonome à Gaza.

Pour sa part, le premier ministre israélien, Yitzhak Rabin, a exprimé, hier, « les remerciements et la reconnaissance (du gouvernement) pour (l'enquête) approfondie et complète effectuée par la commission ».

Interdiction des armes

Elle suggère ainsi que les armes soient rigoureusement interdites au Caveau des Patriarches, lieu saint des Juifs et des Musulmans. « Nous recommandons que tout individu en possession d'armes soit rigoureusement interdit d'accès au Caveau ».

« La leçon tirée du massacre implique qu'à la réouverture du caveau les armes soient interdites. Des moyens différents doivent être trouvés pour assurer la sûreté des fidèles juifs et musulmans et cela ne peut se faire que par le

renforcement de la force de sécurité interne et par d'autres moyens.

« Nous recommandons surtout que des mesures soient prises pour qu'il y ait séparation complète entre fidèles musulmans et juifs pendant les prières afin de garantir la sécurité de tous les fidèles, de prévenir toute friction,

dispute et acte de violence », ajoute la commission.

Quelque 400 colons juifs ultra-religieux vivent à Hébron et plus de 800 familles, influencées par les mouvements anti-arabes, vivent dans la colonie proche de Kiryat Arba, où résidait Goldstein.

La semaine dernière, le rabbin de Kiryat Arba a publié un article

présentant Goldstein, qui fut membre du groupe ultra Kach, comme un « martyr » parce qu'il a été tué par des Arabes.

La veuve de Baruch Goldstein a tenté jusqu'à la dernière minute, mais sans succès, d'obtenir le report de la publication du rapport et exigeait de la commission qu'elle enquête sur les circonstan-

ces de la mort de son époux apparemment tué par des fidèles palestiniens qui ont réussi à le maîtriser.

La commission, conduite par le président de la Cour suprême israélienne, Meir Shamgar, a procédé à l'audition de 106 témoins en 31 séances, entre le 8 mars et le 18 avril.



Le commandant des forces de l'ONU au Rwanda, le Major-général québécois Roméo Dallaire, accueille de nouveaux casques bleus à Kigali, capitale du Rwanda.

Des tensions accrues entre les Français et les Hutus

KIGALI (Reuter, AFP) — Les combats se sont poursuivis, hier, dans la capitale du Rwanda où les bombardements des rebelles ont embrasé le mont Kigali et ont obligé les organisations humanitaires à suspendre leurs opérations.

Entre-temps, les tensions persistent entre les soldats français et les miliciens hutus, « porteurs d'armes blanches et parfois d'armes à feu », qui dressent des barrières sur les routes.

Des dizaines de blessés ont afflué vers l'hôpital de la Croix-Rouge alors que des obus de mortier tirés par les hommes du Front patriotique du Rwanda (FPR) explosaient dans la ville.

« Les blessés sont si nombreux que nous ne pouvons espérer opérer que les enfants. Nous n'avons pas assez de matériel pour les adultes », a expliqué un chirurgien de la Croix-Rouge.

Le CICR a dû renoncer, à cause des combats, à évacuer 60 blessés vers l'hôpital King Faïçal.

Quatre obus de mortier au moins sont tombés près de l'établissement alors que les blessés graves avaient déjà été transportés à bord de camions.

Vendredi dernier, sept patients avaient été tués par une bombe tombée sur le bloc des urgences.

La Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda (Minuar) a également décidé, hier, de reporter l'évacuation de 200 personnes — pour la plupart des enfants tutsis — réfugiés dans l'église St Michel.

Par ailleurs, le général Augustin Bizimungu, chef d'état-major de l'armée gouvernementale, a adopté un ton ferme face aux rebelles. « Le FPR ne peut imposer sa volonté, il ne va pas prendre le

pouvoir par les armes », a-t-il déclaré à Kigali.

Tensions avec les Français

Il a précisé que l'armée gouvernementale accueillait favorablement l'intervention française. La radio nationale a annoncé que les Français, qui avaient soutenu le gouvernement du président assassiné Juvénal Habyarimana, étaient venus avec des armes pour combattre les rebelles mais Bizimungu a rappelé que les Français « sont venus ici avec, uniquement, un mandat humanitaire ».

Les soldats français au Rwanda, pour leur part, ont fait état de tensions avec les miliciens hutus qui redoutent toujours une offensive du Front patriotique rwandais (FPR).

Il fallait que la France « prenne ses responsabilités » en intervenant au Rwanda, a de son côté expliqué le ministre français du Budget et porte-parole du gouvernement, Nicolas Sarkozy. « Les génocides, ça suffit », a ajouté M. Sarkozy interrogé par la chaîne privée TF1. Selon lui, la France a décidé dans cette affaire « d'agir et d'agir vite ».

Le volet humanitaire de l'opération Turquoise devrait commencer demain avec l'arrivée à Goma (est du Zaïre) des premiers membres de l'état-major de la cellule humanitaire du gouvernement français, avion cargo transportant 40 tonnes de médicaments et de nourriture. Turquoise compte actuellement 1100 soldats français et 40 Sénégalais.

Plongez

DANS LES AUBAINES DE LA MAISON CHRYSLER AVEC LE PRÊT RACHAT ROYAL

À GAGNER

UNE PISCINE DE 21 ou 24 PIEDS

Avec tout achat d'un véhicule neuf ou d'occasion, entre le 13 juin et le 15 juillet, vous participez au tirage d'une piscine de 21 ou 24 pieds (au choix) installée chez vous.

Valeur de 2648 \$

En collaboration avec

PISCINIER

PISCINES ET PATIOS DU QUÉBEC
355, rue Marais
683-7777

Détails en salle d'exposition
Tirage le 20 juillet à 20 h

TOUT EST INCLUS

- Plan d'or 5 ans/115 000 km avec service routier d'urgence
- Transport et préparation
- Taxes
- Vidange d'huile à vie complète, kilométrage illimité à tous les 3 mois ou 5000 kilomètres
- Rabais du manufacturier

<p style="font-weight: bold; font-size: 0.8em;">COLT GL 94</p> <p style="font-size: 0.7em;">stock 41095 21-B</p> <p style="font-weight: bold; font-size: 1.5em;">244\$</p> <p style="font-size: 0.8em;">par mois 60 mois</p> <p style="font-weight: bold; font-size: 0.8em;">TOUT INCLUS</p>	<p style="font-weight: bold; font-size: 0.8em;">NEON HIGHLINE 95</p> <p style="font-size: 0.7em;">stock 41264 21-C</p> <p style="font-weight: bold; font-size: 1.5em;">277\$</p> <p style="font-size: 0.8em;">par mois 60 mois</p> <p style="font-weight: bold; font-size: 0.8em;">TOUT INCLUS</p>	<p style="font-weight: bold; font-size: 0.8em;">VOYAGER 94</p> <p style="font-size: 0.7em;">stock 41282</p> <p style="font-weight: bold; font-size: 1.5em;">357\$</p> <p style="font-size: 0.8em;">par mois 60 mois</p> <p style="font-weight: bold; font-size: 0.8em;">TOUT INCLUS</p>
<p style="font-weight: bold; font-size: 0.8em;">VOYAGER SE 94</p> <p style="font-size: 0.7em;">10e ANNIVERSAIRE</p> <p style="font-size: 0.7em;">stock 41262</p> <p style="font-weight: bold; font-size: 1.5em;">413\$</p> <p style="font-size: 0.8em;">par mois 60 mois</p> <p style="font-weight: bold; font-size: 0.8em;">TOUT INCLUS</p>	<p style="font-weight: bold; font-size: 0.8em;">INTREPID ES 94</p> <p style="font-size: 0.7em;">Stock 40787</p> <p style="font-weight: bold; font-size: 1.5em;">466\$*</p> <p style="font-size: 0.8em;">par mois 60 mois <small>*2000 \$ comptant</small></p> <p style="font-weight: bold; font-size: 0.8em;">TOUT INCLUS</p>	<p style="font-weight: bold; font-size: 0.8em;">DAKOTA CLUB CAB 4X4</p> <p style="font-weight: bold; font-size: 1.5em;">422\$</p> <p style="font-size: 0.8em;">par mois 60 mois</p> <p style="font-weight: bold; font-size: 0.8em;">TOUT INCLUS</p>

ÉVALUATION GRATUITE DE LA VALEUR MARCHANDE DE VOTRE VÉHICULE

Prêt-rachat Royal

Stock	Modèle	À financer	Intérêt	Taux	Frais totaux	Résiduel	Coût km
41095	COLT GL	13037\$	4123\$	9,9%	17 160\$	2575\$	4¢
41264	NEON 95	15876\$	5369\$	9,9%	21 245\$	4700\$	4¢
41282	VOYAGER	21 293\$	7408\$	9,9%	28 701\$	7275\$	7¢
41262	VOYAGER SE	24 313\$	8361\$	9,9%	32 674\$	7875\$	7¢
40787	INTREPID ES	26 377\$	7425\$	9,9%	35 212\$	7425\$	7¢
41000	DAKOTA 4x4	23 636\$	7808\$	9,9%	31 474\$	6300\$	7¢

L'emprunteur peut payer ou refinancer le solde du prêt ou remettre à la banque le véhicule acheté en remboursement du solde du prêt. 24 000 km gratuits par année financée, après approbation du crédit par la banque. Rabais, transport, frais de gestion et préparation inclus. Prévoir 1000 \$ de comptant ou l'équivalent en échange.

Faites confiance à Chrysler

LA MAISON CHRYSLER

de Charlesbourg

5070, boul. du Jardin, Charlesbourg. Rendez-vous: 622-4700

en toute confiance

ÉDITORIAL

L'école sous l'oeil de la CEQ

Discuter de l'école, du travail, de la laïcité scolaire ne laisse personne indifférent. Telle est la tâche à laquelle s'astreindront, cette semaine, les congressistes de la Centrale de l'enseignement du Québec. Un exercice qui se déroulera sous le thème *Démocratiser l'avenir*.

La première préoccupation des enseignants doit être de valoriser l'école. Pour y arriver, l'école doit donner aux élèves une formation de meilleure qualité. L'effort, l'excellence et la rigueur doivent occuper les places d'honneur. La barre de la réussite doit être fixée à un niveau élevé.

Le décrochage scolaire, qui se maintient à un taux inacceptable, est le signe que, pour beaucoup, l'école n'est pas le canal par lequel il faut obligatoirement passer.

On ne peut valoriser l'école sans reconnaître d'abord le rôle de l'enseignant. Un bon examen de conscience nous montrerait que cette profession ne reçoit pas toute la considération qu'elle mérite. D'excellents finissants choisissent de faire carrière ailleurs. Il est vrai que la situation de l'embauche dans ce domaine décourage les personnes les mieux intentionnées.

La valorisation de l'enseignant suppose qu'il ne soit pas un simple exécutant et qu'il soit libéré de tâches bureaucratiques et administratives. Heureux les élèves qui ont été marqués par un professeur qui les a ouverts au monde des sciences, des lettres, etc.

L'école que la CEQ veut démocratiser se trouve à l'intersection de plusieurs voies. Il y a d'abord celle de la décentralisation. Une tendance qui semble irréversible. Les Québécois sont maintenant convaincus que, dans le domaine scolaire, des décisions prises par le ministère de l'Éducation ne peuvent s'appliquer à toutes les écoles. Bref, on ne peut traiter tout le monde de la même façon.

La décentralisation, en réduisant le poids du ministère, peut être l'occasion de donner aux enseignants une part dans les choix éducatifs.

Une autre orientation qui se présente à l'école est celle de la laïcité. La CEQ a, pour ainsi dire, pris position pour la non-confessionnalité scolaire. Mais ce virage pose un sérieux problème auquel elle n'a pas répondu : comment cela va-t-il respecter les 88 % des enfants inscrits en enseignement religieux ? Si on veut démocratiser l'avenir, comme l'indique le thème du congrès, peut-on écarter une telle volonté populaire et se prétendre démocrate ?

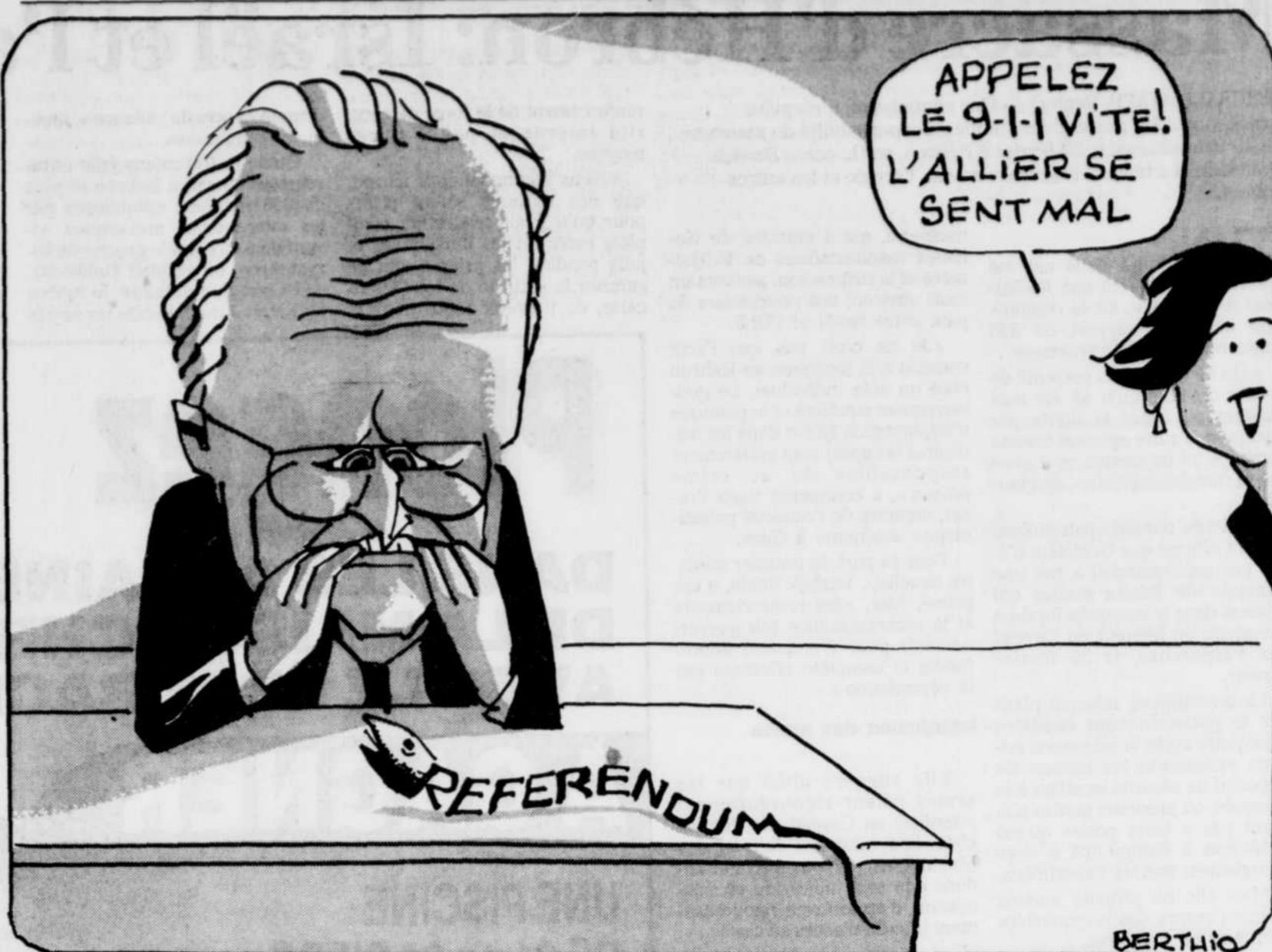
Plutôt que de présenter une solution qui casse tout, il y aurait lieu de trouver des formules qui tiennent compte des situations particulières, comme celles des écoles pluriethniques de Montréal. La laïcité « mur à mur » de l'école n'est pas, pour le moment, le souhait de la majorité des Québécois.

Enfin, les congressistes doivent aborder la question du partage du travail. On croit trop facilement qu'il s'agit là d'une solution miracle. Au cours d'une entrevue qu'elle a accordée au SOLEIL, la présidente de la CEQ, Mme Lorraine Pagé, soutenait, avec raison, que le partage du travail est un élément de la stratégie globale d'une politique de plein emploi.

De toute évidence, la CEQ ne craint pas d'aborder des sujets de taille. Nous attendons qu'elle apporte des réponses originales et réalistes, et non pas dogmatiques, comme cela a déjà été le cas.

JEAN MARTEL

LE SOLEIL

Président du conseil d'administration:
PIERRE DES MARAIS IIÉditeur adjoint et rédacteur en chef
J.-JACQUES SAMSONPrésident et Éditeur:
GILBERT LACASSEDirecteur de l'information
ANDRÉ FORGUES

Une vraie campagne électorale en Ontario

Ah ! si le Québec n'avait pas à trancher son problème d'appartenance, quelle superbe campagne électorale pourrait-il s'offrir ! Prenez l'Ontario, par exemple, où la question « nationale » ne se pose pas — « on ne se sépare pas de soi-même », raillait René Lévesque — les enjeux politiques sont fascinants. D'autant qu'avec trois formations politiques en présence, les paris resteront ouverts jusqu'à la dernière minute.

Selon un sondage (Angus Reid) de la semaine dernière, les Libéraux de Lyn McLeod caracolent en tête avec 47 % des intentions de vote contre 27 % pour les Conservateurs de Mike Harris et un minable 15 % pour les Néo-démocrates du premier ministre Bob Rae. On pourrait croire que les jeux sont faits, mais outre qu'il reste de trois à dix mois avant le scrutin, les libéraux profitent actuellement de la popularité du grand frère fédéral et pourraient d'autant plus facilement s'effondrer avec lui que leur chef est la plus méconnue des trois leaders.

Les Néo-démocrates espèrent capitaliser sur la popularité personnelle de leur chef et sur un ralliement des « vrais » libéraux désenchantés par les penchants traditionnalistes de Lyn McLeod. Et il se cache bon nombre de radicaux de droite dans les 11 % d'indécis qui n'auront d'autre choix que de se réfugier, en fin de compte, dans le camp de Mike Harris.

On dit que Bob Rae sera tenté de déclencher une élection surprise, en septembre, si le Parti québécois remporte une écrasante victoire, ou il attendra le printemps prochain pour faire campagne contre le budget fédéral de février 1995. Comme souvent en Ontario, l'issue du scrutin va mathématiquement se jouer sur un coup de dés mais les enjeux politiques, cette fois, sont sérieux.

La province traverse une grave crise de confiance. En 1988, avec le libre-échange, et en 1990, avec la TPS, le gouvernement fé-



La chronique de
Michel
VASTEL

déral a eu le culot d'adopter des politiques nationales d'envergure contre la volonté de l'Ontario, m'expliquait récemment Bob Rae. Ce fut tout un choc pour les Ontariens qui, au temps de Bill Davis, avaient vu leur gouvernement et celui de Pierre Trudeau s'entendre pour imposer un programme énergétique, puis une nouvelle Constitution, au reste du pays.

À la fin des années 80, les Ontariens ont ainsi assisté, impuissants, à la mort d'une « National Policy » vieille de près de cent ans et au démantèlement d'une économie canadienne centrée sur Toronto et orientée est-ouest. Ils découvrent qu'ils ne sont plus le nombril du Canada. « Nous sommes devenus une économie régionale comme les autres et la récession a fait très mal », dit le premier ministre.

Voilà pourquoi, en 1993, la province a massivement voté pour les libéraux de Jean Chrétien, faisant élire 98 députés sur 99. Bob Rae espérait que la « discrimination », qui a coûté près de 7 milliards \$ à sa province en transferts non perçus et en intérêts sur la dette, prendrait fin avec l'arrivée des Libéraux au pouvoir à Ottawa. « Si vous maintenez la tendance imposée par les conservateurs, l'Ontario subira un autre manque à gagner de 2,7 milliards \$ », écrit Bob Rae aux députés libéraux de l'Ontario au début de février. Le même mois, le 22, le budget de Paul Martin n'a rien changé à la situation !

Isolée du reste du pays, négligée par le gouvernement national, l'Ontario se replie alors sur elle-même et se découvre toutes sortes de problèmes : des entreprises qui ne

se cachent même pas pour fermer des usines et transporter leurs machines au Mexique ; des immigrants, de plus en plus visibles, ne viennent plus en Ontario par choix et pour y créer des entreprises ; et quand ce n'est pas le crime qui envahit les rues, ce sont les « chartered Canadians » qui étalent au grand jour de nouveaux comportements sociaux.

Ce n'est donc pas la situation économique qui constituera le thème dominant de la prochaine campagne électorale — tout le monde va promettre moins de déficit et plus d'emplois ! —, mais une certaine vision de la façon d'être Ontarien. Bob Rae, de plus en plus en perte des appuis traditionnels du NPD, évacue l'extrême gauche de l'échiquier politique pour faire le plein de ce qu'il lui reste de partisans au centre. À droite, Mike Harris courtise le cinquième de l'électorat ontarien qui a voté pour les candidats de Preston Manning en octobre 1993. Lyn McLeod n'a donc d'autre choix que de tirer son parti vers la droite, au grand désespoir de certains militants libéraux. « Le pire, c'est qu'elle a probablement raison », me dit un ancien adjoint de Pierre Trudeau.

Bob Rae, 46 ans, fils de diplomate, urbain et moderne, croyait que la société ontarienne était prête à s'ouvrir au monde et à entrer dans le 21^e siècle. À 52 ans, Lyn McLeod, épouse d'un médecin de Thunder Bay et mère de quatre filles, propose plutôt de retourner au bonheur tranquille d'une petite ville de province où les homosexuels restent discrets, les immigrants polis, les policiers sympathiques, les jeunes bien élevés. Quant à Mike Harris, lui aussi du nord de la province (Nipissing), il espère jouer le « troisième larron » avec une « Révolution du bon sens ».

Voilà le genre de débat qu'on peut se permettre dans une campagne électorale quand on n'a pas à décider d'abord si on veut vivre dans une province ou dans un pays...

Point de vue

L'aide juridique pourrait couper des millions \$

par CHARLES THIBAUT

Nous apprenions récemment par les journaux que le gouvernement effectue un virage de 180 degrés quant à ses projets de compressions dans le secteur de l'aide juridique.

Apeuré par les syndiqués, montés aux remparts derrière leur bouclier de la sécurité d'emploi, le gouvernement s'écrase encore une fois.

Pour ne pas perdre complètement la face, on conserve les coupures, mais on les réduit de 6 à 3 millions \$.

Mais là où le bât blesse, c'est quand le ministre nous prend pour des imbéciles en nous affirmant que ces 3 millions \$ pourront être économisés en coupant dans les frais d'ameublement et l'équipement de bureau (290 000 \$), la formation professionnelle (256 000 \$) et les frais de déplacement (1 131 000 \$). Même en effectuant des coupures de 50 % à ces postes, l'économie ne serait même pas d'un million \$.

Le directeur général du Centre communautaire de Québec, M. Raymond Gagnon, tente de nous induire en erreur quand il proclame que le coût des services juridiques augmenterait si les dossiers étaient traités par les avocats de pratique privée.

En se servant des chiffres présentés par la Commission des services juridiques, il est facile de démontrer que le sa-

laire annuel moyen des avocats des services juridiques est de 93 467 \$ et que si tous les dossiers traités par ces derniers l'avaient été par des avocats de la pratique privée, le gouvernement aurait réalisé une économie de 27 millions \$ en 1992, ce qui est beaucoup plus que les 6 millions \$ que le ministre veut couper.

Mais, il y a plus. Pourquoi la société devrait-elle payer pour la représentation par avocat dans des causes où la présence d'un avocat n'est pas nécessaire comme celles qui touchent la Régie des loyers (4286 dossiers, coût : 738 506 \$) et l'assurance-chômage (2392 dossiers, coût : 565 568 \$).

Pourquoi la société devrait-elle payer pour 13 932 dossiers d'immigration au coût faramineux de 7 576 670 \$. Il semble y avoir autant de dossiers que d'immigrants.

La liste des horreurs est longue et déprimante.

Un gouvernement qui travaille réellement pour les citoyens peut facilement économiser de 40 à 50 millions \$ dans les services juridiques et réallouer une partie de ces économies en augmentant le seuil d'admissibilité et ainsi rejoindre les citoyens qui en ont réellement besoin.

M. Thibault demeure à Montréal.

Votre Opinion

Musée super « hot »

(Lettre au Musée de la civilisation)

J'ai remarqué récemment un panneau publicitaire annonçant une exposition au Musée de la civilisation. Quelques têtes d'enfants au-dessus desquelles flottait le message « Enfin une exposition super hot ! » Cela m'a laissé perplexe.

Par notre environnement linguistique, on peut deviner le sens de cet assemblage de mots. « Hot » est passé dans le vocabulaire courant comme un terme signifiant un degré élevé d'intérêt, d'excitation mais surtout pas de chaleur — malheureusement pour les gens connaissant un peu d'anglais. On doit probablement comprendre, dans l'annonce du musée, que la combinaison « super hot » (à bien prononcer, *su-pâââre otte*) indique que l'exposition est d'un extrême intérêt. Évidemment, avec le « enfin » qui précède, je me suis demandé si les gens du musée ne reniaient pas carrément leurs expositions passées.

Je comprends que les gens du musée doivent vendre des en-

trées pour que leur oeuvre se poursuive et que pour vendre, il faille utiliser une bonne publicité et bien cibler son public. Là où le bât blesse, selon moi, c'est que l'oeuvre, la mission, du musée n'est-elle pas d'instruire justement ? Comment prétendre enseigner quoi que ce soit, non seulement en cautionnant, mais aussi en utilisant une qualité de langue médiocre, vile même. La langue, jusqu'à ce que l'homme développe d'autres moyens, demeure l'unique support de transmission des informations, non ? Et si le niveau de langue n'est pas le bas, va-t-on se rendre aux balbutiements des bébés ?

Dans le fond, ce qui m'inquiète le plus, c'est d'aller au musée, de payer mon entrée et de ne plus rien comprendre par la suite. « Ici, une pièce full vide », « là, un machin super hot », « ailleurs, une patente pétée, c'est l'enfer », « par-là, c'est écoeurant comme c'est beau », « tchéquez par ici ». Mais peut-être aussi que je n'arriverai pas à comprendre ce que la personne préposée à l'entrée me dira et que j'irai plutôt au cinéma voir un film en anglais !

Charles Brisson
Québec

Les vrais préjugés

(Commentaires sur l'article de Alain Bouchard, *L'école dénonce les mêmes stéréotypes que dans les années 1970*, paru le 3 juin)

Un concours pour amener les écoliers à réfléchir sur la violence et les préjugés sexistes, c'est super ! Mais là où je décroche, c'est sur le choix des sujets de rédaction imposés, des situations jugées incorrectes par des syndicats de professeurs.

Exemple : « Une enquête révèle que les cégépiennes rêvent de se marier, d'avoir des enfants et de rester les élèves à la maison » (horreur !) ; « Après le festin du Jour de l'an, les hommes vont s'asseoir dans un coin à échanger des blagues sur les femmes pendant que celles-ci font la vaisselle » (gare aux petits délateurs !).

Non seulement ce genre d'affirmation sous-entend qu'élever un enfant c'est dégradant, mais, surtout, ça perpétue les pires préjugés : l'homme est une brute génétique, l'unique responsable de la violence et du sexisme, et la femme, l'éternelle victime, ce qui présuppose son infériorité.

Cessons d'être condescen-

dants envers les jeunes, les femmes et de culpabiliser les hommes. Pourquoi ne pas proposer aux écoliers, sur un ton plus positif, des sujets nuancés et plus conformes aux réalités sociales tels que : 1 — l'importance du dialogue et de la coopération entre les hommes et les femmes ; 2 — la nécessité des tâches domestiques et comment faire en sorte qu'elles soient valorisantes ; 3 — le rôle des enfants dans la société, comment leur donner une place plus importante tout en les aidant à s'épanouir ; 4 — pourquoi, enfin, il faut privilégier la vie collective plutôt que l'égoïsme matériel !

L'éducation doit servir à développer la réflexion et le sens critique chez les jeunes, non à embriquer. Et comme l'a suggéré un de vos lecteurs, Michel Bellemare, je les invite à écouter *Les Simpsons*, émission « joyeusement insolente où l'on se moque allègrement de tous ces bien-pensants moralisateurs ». Vite, avant que nos censeurs ne la retirent des ondes !

Jean Cazes
Québec



Tout au long de leur marche pour la liberté, les manifestants gais ont déployé une bannière d'un kilomètre et demi de long, portant les couleurs d'un arc en ciel.

Des milliers d'homosexuels dans les rues de New York

NEW YORK (Reuter, AFP) — Plusieurs dizaines de milliers d'homosexuels encadrés par 6000 policiers ont défilé, hier, dans les rues de New York pour commémorer les violences qui marquèrent il y a 25 ans le début de la campagne en faveur de la reconnaissance de leurs droits.

Selon les organisateurs, 1,1 million de personnes ont participé ou assisté à ce défilé sur un parcours de 4 km dans le centre de New York, par une chaleur humide. Pour la police, les manifestants étaient près de 100 000 lors du rassemblement final à Central Park, où ils ont applaudi Carol Channing, Gregory Hines et Liza Minelli.

Cette marche commémorait la « révolte de Stonewall », du nom d'un bar de Greenwich Village fréquenté par les homosexuels où la police fit une descente, le 27 juin 1969, provoquant trois jours d'émeutes.

Aucun incident n'a été signalé durant le défilé et le maire de New York, Rudolph Giuliani, a rendu hommage aux organisateurs pour la bonne tenue de la manifestation.

Les militants homosexuels, regroupés sous diverses bannières, comme celles des « sados-masos » ou des « religieux-spirituels », étaient venus du monde entier, notamment de Grande-Bretagne, d'Allemagne et d'Afrique du Sud.

« Ce jour marque le tournant qu'a pris le mouvement gai et lesbien, en devenant un mouvement global des droits de la personne, et ouvre la voie aux 25 prochaines années », a indiqué le coprésident de l'événement, Nicole Murray Ramirez, alors qu'il s'apprêtait à ouvrir la marche vêtu d'une robe blanche, drapé de la bannière arc-en-ciel du mouvement gai.

Certains autres participants portaient le cuir ou, par cette chaleur torride, rien du tout. Mais la plupart des marcheurs étaient moins flamboyants.

Les organisateurs avaient essayé d'éviter la répétition de la marche de l'an dernier à Washington, où des travestis en talons aiguilles et des dominateurs en cuir avaient retenu toute l'attention.

La marche d'hier était ouverte par un immense drapeau arc-en-ciel d'un mille de long et de 30 pieds de large, pesant 7500 livres. Il s'agirait, selon les organisateurs, du plus grand drapeau jamais confectionné.

Plusieurs marcheurs ont indiqué que, malgré certains gains obtenus depuis 25 ans, il reste enco-

re beaucoup à faire pour mettre fin à la discrimination envers les gais et les lesbiennes, et trouver enfin un remède contre le sida.

À un moment précis de la marche de quatre heures, les participants se sont arrêtés en silence, plusieurs brandissant le poing, pour protester contre le manque de budgets de recherche sur le sida.

Une autre marche, non-autorisée celle-là, avait aussi lieu, hier, sur la 5e avenue, parcours traditionnel des défilés à New York, et prenant son essor à Stonewall, où les policiers se trouvaient en grand nombre. Les autorités de la ville n'avaient pas donné leur ac-

cord à la tenue de cet événement parallèle, mais aucune arrestation n'a été effectuée parmi les 10 000 marcheurs.

Ces deux marches constituaient le clou d'une semaine d'activités sans précédent pour la communauté gaie de New York, en particulier la tenue des IVE Jeux Olympiques gais, réunissant 11 000 athlètes de 44 pays pour une semaine de compétitions dans 31 disciplines.

Les Jeux ont été clôturés, samedi soir, dans un Yankee Stadium rempli à pleine capacité, avec un spectacle où participaient notamment Cyndi Lauper et Patti LaBelle.

J.-B. Aristide est pour une amnistie générale en Haïti

BONN (AFP, AP) — Le président haïtien déchu, Jean-Bertrand Aristide, annonce son intention de prononcer une amnistie politique générale dans son pays dès son éventuel retour au pouvoir, dans une interview publiée, hier, par l'hebdomadaire allemand Focus.

« D'abord je prononcerai une amnistie politique générale. Je m'y suis engagé aux termes de l'article 147 de notre constitution », souligne M. Aristide.

Samedi, le président déchu avait indiqué sur une radio américaine qu'il ne souhaitait en aucun cas revenir au pouvoir grâce à un débarquement militaire américain.

« Actuellement, 99,95% de la population est derrière moi », dit-il à Focus, beaucoup ont fui à l'étranger et attendent seulement (mon retour) pour revenir.

L'ancien président affirme par ailleurs qu'il n'a jamais réclamé d'intervention militaire, mais seulement une « solution avec l'aide de la communauté internationale ».

« Seul un embargo total peut limiter dans le temps les souffrances de mon peuple », ajoute-t-il, alors que la quête de nourriture atteint un rythme record partout en Haïti, selon des témoignages recueillis sur place.

Par ailleurs, le président de la Banque centrale haïtienne, Bonivert Claude, a démenti des nouvelles de journaux américains selon lesquelles le chef putschiste commandant Raoul Cédras en vue de s'exhiler, a retiré 500 000 \$ de la banque, la semaine dernière.

depuis la deuxième guerre mondiale », a affirmé au journal Jim Howe, un responsable des garde-côtes américains. « Entre les garde-côtes et la Navy, il n'y a jamais eu autant de bateaux de guerre américains au large d'Haïti », selon lui.

Huit navires de la Marine américaine, quinze vedettes des garde-côtes et des centaines de membres des services d'immigration participent aux opérations de secours et de rapatriement.

Le navire américain USNS Comfort, qui mouille dans le port de Kingston, accueille temporairement les réfugiés haïtiens pour leur permettre de formuler leurs demandes d'asile politique aux États-Unis. Les Haïtiens dont la demande est rejetée sont rapatriés vers Port-au-Prince.

D'autre part, l'accueil des réfugiés haïtiens à bord d'un navire américain dans le port de Kingston (Jamaïque) coûte 120 000 \$ US par jour, a rapporté, hier, le Sun-Sentinel, un journal de Fort Lauderdale (Floride).

L'utilisation d'une vedette des garde-côtes pour récupérer les boat-people haïtiens coûte 2,100 \$ de l'heure. L'heure de vol de chacun des six hélicoptères accompagnant la vedette est chiffrée à 750 \$, précise le Sun-Sentinel.

Les opérations de secours et de rapatriement des réfugiés haïtiens vers leur pays constituent « la plus grande opération des garde-côtes

Le ministre mexicain de l'Intérieur reste en place

MEXICO (Reuter, AFP) — Revenant sur sa décisionLe ministre mexicain de l'Intérieur, Jorge Carpizo, a déclaré, hier, qu'il resterait à son poste et a appelé tous les secteurs de la société à soutenir ses efforts pour que la prochaine élection présidentielle se déroule dans les meilleures conditions, sans fraude.

Jorge Carpizo, qui avait annoncé sa démission, vendredi, a pris cette décision après d'intenses discussions avec le président Carlos Salinas de Gortari au cours du week-end.

« En raison du soutien décisif de nombreux secteurs de la so-

ciété, du président de la République, de partis politiques (...) et afin qu'il ne soit pas dit que j'ai agi de manière irresponsable et sans patriotisme, je resterai à mon poste de ministre de l'Intérieur et prendrai la responsabilité du processus électoral à venir », a-t-il expliqué dans une lettre adressée au chef de l'Etat et rendue publique.

SEARS

Attendez-vous à plus

En route vers l'or!

Liquidation de bagues en or 10k pour hommes et femmes

Choisissez parmi une vaste sélection de bagues en or 10k pour hommes et femmes, offertes à 60% de rabais*. Plusieurs modèles en un seul exemplaire! (Bagues en argent non incluses). Dans la limite des stocks disponibles.

Venez vite pour un meilleur choix!

*Rabais pris à partir des prix Sears ordinaires. Dans la limite des stocks disponibles. Quelques articles maintenant en réclame peuvent avoir été vendus à prix réduits au cours des six derniers mois.

Disponibles seulement aux magasins Sears de Place Laurier et Fleur de Lys!

SEARS

Attendez-vous à plus

Nasreen veut s'exiler aux USA

DHAKA (AFP) — La romancière bangladaise Taslima Nasreen, condamnée à mort par des fondamentalistes musulmans et recherchée par la police de son pays, s'efforce d'obtenir l'asile politique aux États-Unis, ont rapporté, hier, plusieurs journaux du Bangladesh. Mme Nasreen, qui a fait l'objet d'un mandat d'arrêt au début du mois et se cache depuis, a écrit au comité des femmes écrivains du Pen Club international à New York pour lui demander d'intervenir en sa faveur afin qu'elle puisse obtenir l'asile en Amérique. « Je suis en grave danger. Les fondamentalistes peuvent me tuer n'importe quand », écrit-elle, selon le quotidien « New Nation », dans son message adressé le 13 juin à Mme Meredith Tax, responsable du Pen Club.

En Bref

Grenade dans une discothèque

ZAGREB (AFP) — Vingt personnes ont été blessées, dont cinq grièvement dans la nuit de samedi à dimanche, par l'explosion d'une grenade à l'entrée d'une discothèque dans le centre de Zagreb, a indiqué, hier après-midi, l'agence croate HINA. L'incident s'est produit à la suite d'une dispute au cours de laquelle, une personne, non identifiée, a lancé une grenade sur la terrasse d'une discothèque bondée de clients. La police croate a refusé de faire le moindre commentaire sur l'incident, se contentant d'indiquer qu'une enquête était en cours.

Britannique tuée par les Kurdes

LONDRES (Reuter) — Une jeune touriste britannique blessée à la tête dans un attentat à la bombe le 22 juin en Turquie a succombé, hier, à ses blessures dans un hôpital de Manchester (nord de l'Angleterre). Joanna Griffiths, 23 ans, était dans le coma depuis l'attentat commis dans la station touristique de Marmaris, dans le sud-ouest de la Turquie, a-t-on précisé de source médicale. Sept autres personnes, dont la mère de Joanna Griffiths, ont été blessées dans cet attentat attribué par les autorités aux séparatistes du Parti des travailleurs du Kurdistan.

Un incendie majeur en Espagne

VALENCE (AP) — Plusieurs centaines de pompiers et de militaires ont été mobilisés, hier, pour combattre l'incendie qui a déjà détruit plus de 4500 hectares de pinède dans l'est de l'Espagne. À la mi-journée, les soldats du feu ont réussi à maîtriser le feu, mais ils craignaient que les vents violents soufflant sur la zone ne fassent repartir des foyers. L'incendie, qui s'est déclaré, mercredi, à 60km seulement au nord-ouest de Valence, a entraîné l'évacuation d'un établissement thermal à Banos de Verche sans faire de victimes.

Inondations dans les Alpes maritimes

GRASSE (AFP) — Une dizaine de villages des Alpes-Maritimes (sud-est de la France) ont été sérieusement touchés, hier, par des inondations consécutives à la crue de deux rivières, due à de violents orages. Une quinzaine de personnes ont été légèrement blessées et hospitalisées. ont annoncé les autorités locales. Six villages de la vallée de la Siagne ont été plus particulièrement touchés par les crues brutales de la Siagne et de la Frayère. Les efforts des secours se portaient spécialement sur Auribeau et Saint-Vallier de Thyrie.

Lemaigre sur les traces de Lindbergh

PARIS (AFP) — Le pilote français Jacques Lemaigre du Breuil, 35 ans, a réussi, hier, en moins de 11 heures, la traversée de l'Atlantique nord en solitaire, sans ravitaillement et sans escale, à bord d'un appareil monomoteur à hélice, pour la première édition de la Coupe Lindbergh. L'avion, un TBM 700, baptisé « L'Esprit d'Intertechnique » et construit par le groupe français Aérospatiale, s'est posé sur l'aéroport du Bourget, près de Paris, 10 heures et 55 minutes après avoir décollé de l'aérodrome de Teterboro et avoir couvert 5800 km entre l'Amérique et l'Europe.

Parce qu'ils mangent des bonbons

LONDRES (AFP) — Un dentiste du nord de l'Angleterre refuse de soigner deux enfants d'une même famille parce qu'ils continuent de manger des douceurs malgré le mauvais état de leurs dents, rapporte, aujourd'hui, la presse britannique. Le dentiste, M. Sharif Khan, a exclu les deux enfants, Jonathan et Rachael Collins. Il refuse de les soigner autrement que pour les soulager d'éventuelles douleurs.

Chen obtient enfin la main de Yu...

TAIPEI (Reuter) — Chen Chih-cheng, un enseignant formosan, a fini par décrocher le gros lot: obtenir la main de Yu Hui-e, hôtesse de l'air, après avoir essuyé pas moins de 102 refus. A en croire le quotidien « United Daily News », le couple a fini par convoler en justes noces, samedi, à Tamsui, non loin de Taipei. Le couple s'était rencontré en avion. Chen avait tout essayé, faisant notamment ses propositions de mariage sur terre, dans l'air et en mer. Yu a fini par céder à la 103ème fois « pour ses qualités d'honnêteté et les souvenirs touchants et merveilleux que nous partageons ».



Les Ukrainiens aux urnes

Les Ukrainiens se sont rendus en masse dans les bureaux de vote, hier, à l'occasion d'une élection présidentielle déterminante pour l'avenir du pays, avec pour enjeu le rapprochement avec l'Ouest ou le retour dans le giron de la Russie. Environ 68% des 38 millions d'électeurs ukrainiens ont participé à ce premier tour de scrutin, qui devrait voir le président sortant, Leonid Kravtchouk (photo), et son ancien premier ministre Leonid Kouchma, favorable à Moscou, arriver en tête devant les cinq autres candidats en lice. Les sondages donnent Kouchma et le président sortant au coude à coude. Ni l'un ni l'autre n'atteindraient les 50%, lors de ce premier tour. Un deuxième tour devrait donc être organisé dans deux semaines.

État d'alerte au Cap après des inondations et une marée noire

LE CAP (AFP, Reuter) — La municipalité du Cap a décrété l'état d'alerte sur la ville à la suite d'inondations qui ont fait des centaines de sans-abri par une température glaciale, annonçait, hier, la radio publique SABC.

Les sauveteurs étaient tirillés entre les victimes des inondations à secourir et la pire marée noire de l'histoire du pays qui affecte les côtes du Cap, depuis quatre jours.

Selon la radio, des centaines de baraques dans les cités noires ont été emportées, tandis que dans les banlieues aisées, des maisons et des bureaux étaient inondés.

Des habitants ont indiqué que des voitures étaient emportées par les eaux, qui atteignaient le niveau des vitres, et qu'un véhicule avait été emporté par la chute d'un rocher.

Toute la journée, la tempête a soufflé sur la région, des pluies et des vents violents se sont abattus sur le Cap.

Désastre écologique

Un cargo de 131 000 tonnes battant pavillon panaméen, l'Apollo Sea, disparu depuis son départ, lundi dernier, de Saldanha Bay au nord du Cap, pourrait être à l'origine d'une marée noire qui frappe la côte sud-africaine depuis jeudi, ont annoncé, hier, les auto-

rités maritimes.

De plus, une barge de 38 mètres a sombré au large du Cap, hier, aggravant les risques de pollution.

Les autorités avaient tout d'abord pensé que le pétrole qui se répand sur les plages au nord-

ouest de l'île de Dassen provenait du pétrolier espagnol Castillo de Belver, naufragé en 1983. Mais les échantillons de pétrole relevés sur les plages ne correspondent pas à la cargaison du navire espagnol, a déclaré Anton Moldan, responsable du département de la pêche.

La marée noire menace une espèce protégée de manchots de l'île de Dassen, située à 30 miles du Cap.

Des centaines de morts dans une ville angolaise qui a faim

LUANDA (Reuter, AP) — La reprise de violents combats à Cuito, dans le centre de l'Angola, a fait des centaines de morts, ont déclaré, hier, des responsables de la Croix-Rouge en précisant que la ville manquait de vivres et de médicaments.

Deux délégués suisses du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) ont dit que cette ville était au bord d'une catastrophe. « Il n'y a absolument plus de vivres ni de médicaments », a précisé Domini-que Henry.

« Apparemment certains sont déjà morts en raison de la pénurie

de vivres et de médicaments », a-t-il ajouté.

Selon diverses informations, entre 25 000 et 50 000 personnes sont bloquées dans cette ville assiégée par le mouvement rebelle Unita depuis le début de l'année. La guerre civile en Angola se poursuit depuis 19 ans.

PLUS VOUS EN SAUREZ SUR NOS VOITURES ET CAMIONS, PLUS VOUS AUREZ ENVIE D'EN ACHETER.



Chrysler LHS



Dodge Ram



Neon 1995 de Dodge et Plymouth



Chrysler Intrepid



D'après nous, il est essentiel que l'acheteur d'une voiture ou d'un camion neuf soit bien informé dès le départ. Alors, vos concessionnaires Chrysler ont décidé d'apposer une étiquette sur tous les véhicules neufs dans leurs salles de montre et sur le terrain. Émise par Chrysler Canada, elle vous donne les renseignements nécessaires sur le véhicule, y compris le prix de détail suggéré par le fabricant. Toute cette information combinée aux offres spéciales de vos concessionnaires font en sorte que vous aurez vraiment envie de rouler en Chrysler! Venez donc voir par vous-même. Vous serez vite convaincu que vous pouvez vous fier à votre concessionnaire Chrysler!

Association publicitaire des concessionnaires Chrysler Inc.

VOTRE CONCESSIONNAIRE CHRYSLER. QUELQU'UN DE FIABLE.

